

Août 1944 - la libération de Paris : LE MYTHE ET LA MISE EN SCÈNE

p. 8-9

LUTTE OUVRIÈRE

*La grève des
mineurs britanniques
à la veille
de la rentrée
sociale*

p.10

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 847 - 25 août 1984 - prix : 6 F



La "rentrée" de la CGT :

**Krasucki dit qu'il ne suffit pas
de compter sur les élections...
...mais il ne propose aucune
politique pour les travailleurs**

PHILIPPINES :

**Un million
de manifestants
contre
la dictature**

p. 12

ETATS-UNIS :

**LES TRUSTS
DE L'AUTOMOBILE
RANÇONNENT
LES TRAVAILLEURS**

p. 10

sommaire

Dans le monde

Pages 10-11 :

- Grande-Bretagne : solidarité avec les mineurs.
- Etats-Unis : les trusts de l'automobile rançonnent les travailleurs.
- Irlande du Nord : le gouvernement britannique jette de l'huile sur le feu.

Page 12 :

- Philippines : un million de manifestants contre la dictature.
- Inde : Indira Gandhi se débarrasse d'opposants.
- Japon : le scandale des hôpitaux psychiatriques.

En France

Page 4 :

- L'assemblée corse.
- L'EDF fait la manche... au profit des patrons.

Page 5 :

- Les propositions du PCF pour l'automobile.
- Edmond Maire rentre de vacances.

Page 6 :

- Dans les entreprises : Thomson-Vélizy ; General Motors - Gennevilliers ; PTT - Tri Montparnasse ; Usinor-Dunkerque.

Page 7 :

- Michelin.
- Téléphone : hausse et taxes.
- Jeunes sans emploi.

Pages 8-9 :

- La libération de Paris.

Culture

Page 13 :

- Films : *Siège* ; *Frankenstein 90* ; *Correspondant 17* ; *La soif du mal*.

Pages 14-15 :

- Livres : *L'almanach du Père Peinard* ; *Avant le raz de marée* ; *L'aide alimentaire*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Comment les assureurs ont roulé les automobilistes

La note des nouveaux tarifs de l'assurance automobile, entrés en vigueur le 1^{er} juillet, a été particulièrement salée. La taxe prélevée par l'Etat est passée en 1984 de 9 % à 18 %. Le système du bonus-malus a été réformé dans un sens plus défavorable aux assurés (moins de bonus et plus de malus) sauf pour les nouveaux conducteurs qui payaient déjà des tarifs prohibitifs. Et enfin les assureurs ont fortement relevé leurs primes. A tel point que l'Association française des automobilistes évaluait dans le numéro d'avril 1984 de la revue *50 millions de consommateurs* les hausses prévisibles à 10 %, voire 20 % dans la majorité des cas.

Or, on apprend maintenant au vu des résultats publiés par les compagnies d'assurances pour 1983 et de diverses statistiques récentes que les dites compagnies qui se prétendaient toutes plus ou moins en déficit avec l'assurance auto, ont en fait été bénéficiaires pour cette branche. Et ce dès l'année dernière, donc bien avant ces hausses massives présentées comme nécessaires pour les sauver d'une mauvaise passe.

Bref, une fois la hausse appliquée, on apprend le mensonge. Selon le journal patronal *Les Echos*, « l'assurance automobile, déficitaire depuis 1978, a retrouvé des comptes en équilibre en 1983, en raison essentiellement d'une diminution sensible du nombre d'acci-



dents ». La fréquence moyenne des accidents a diminué l'an dernier de 8 % par rapport à 1982 après une baisse de 4 % les années précédentes. Quant au coût moyen des accidents, il a lui aussi connu un ralentissement : 8,6 % de hausse en 1983 (soit un peu moins que la hausse moyenne des prix) pour les ministres corporels, c'est-à-dire les accidents de personnes (à cause notamment du ralentissement de la hausse du coût de la journée d'hospitalisation). Et 13,6 % de hausse pour les coûts des réparations des véhicules, du fait de la note salée des garages et des facturations à des coûts prohibitifs des pièces de rechange (dont les constructeurs augmentent les prix encore bien plus rapidement que ceux des automobiles car c'est moins voyant).

Il serait donc logique, puisque les assureurs sont prospères,

que les hausses des tarifs soient annulées. Il serait normal que les refus d'assurance, qui se multiplient notamment pour les jeunes conducteurs supposés a priori pas assez rentables pour les compagnies, soient interdits. Mais le gouvernement qui décide des hausses permises aux compagnies et leur accorde même au besoin discrètement des dérogations quand les hausses fixées ne leur permettent pas de faire assez leur beurre, n'en a pas l'intention.

L'assurance auto qui représente un énorme gâteau pour les compagnies (soit environ un tiers de leur chiffre d'affaires) n'est d'ailleurs pas prise en compte dans le calcul de l'indice INSEE du coût de la vie. Alors...

Pierre VERNANT

Cachez ces seins que je ne saurais voir !

Dans le village de Campigny, en Normandie, un grave conflit a opposé le clan clérical — en l'espèce le curé et un certain comte de Vaumas — au comité des fêtes.

Le comité des fêtes, n'obéissant qu'au seul souci d'animer le spectacle, avait invité un groupe de rock, « Vade Retro ». Cela pouvait passer, il faut bien vivre avec son temps ! Mais la goutte qui fit déborder le vase, c'est quand le comité des fêtes eut l'audace d'inviter des catcheuses hollandaises dont la particularité consistait à se battre les seins nus dans la boue. Cela provoqua, bien entendu, les foudres de la paroisse et la guerre éclata pendant plusieurs jours à coups de sermons et de déclarations pour empêcher la venue des ces impies dans le village. Le comte invoqua le droit de « défendre le respect auquel a droit tout être humain, en particulier la femme », tandis que le curé complétait sa pensée en ajoutant aussitôt : « Ce spectacle ne correspond pas à l'ambiance familiale qui sied à une telle fête dédiée à l'origine à la vierge Marie ». La messe et le spectacle eurent lieu le jour prévu. A votre avis, lequel vit le plus d'affluence ?

Bilan de la souscription pour les élections européennes : 1.119.930 F

Quelques retardataires nous ayant fait mentir, il y a deux semaines, lorsque nous annoncions la clôture de notre souscription pour les élections européennes, nous publions ici une petite liste complémentaire.

BELFORT :

Un journaliste, 300 F.

ALBI :

Jean-Michel, 300 F.

ROUEN :

Un cheminot, 20 F. Jean-Louis, 10 F. Bruno, 20 F. Clau-

dine, 15 F. François, 10 F. Jo, 15 F. Alba, 20 F. Lionel du PC, vraiment trahi, 30 F.

BOULOGNE :

Des amis, 20 F.

LYON :

G. Lapiere, 50 F. Maryvonne, 150 F.

BEAUVAIS :

Pour une société plus juste, 100 F. Un copain, 50 F. Un agent EDF, 100 F. Un ouvrier, 50 F. Un copain, 100 F. René, 200 F.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

La « rentrée » de la CGT :

Krasucki dit qu'il ne suffit pas de compter sur les élections... mais il ne propose aucune politique pour les travailleurs

QUE peuvent faire les travailleurs ? C'est la question que le secrétaire général de la CGT, Henri Krasucki, s'est posée lors de sa conférence de presse de rentrée, le 22 août ; et c'est en effet la question qui se pose, en cette rentrée placée sous le signe de licenciements massifs et plus généralement sous le signe du renforcement de l'offensive antiouvrière de la part du patronat et du gouvernement.

A cette question, Henri Krasucki a répondu que « la CGT ne peut pas faire le bonheur des travailleurs sans eux et à leur place ». Et il a ajouté : « Exprimer dans un vote politique d'une façon ou d'une autre son insatisfaction, c'est compréhensible. Mais attendre ensuite l'échéance suivante sans rien faire, ce n'est pas une solution, mais un renoncement. Et le temps passe ».

Eh oui, c'est bien le dirigeant de la CGT, qui est d'ailleurs en même temps l'un des dirigeants du Parti Communiste, qui parle ainsi... aujourd'hui. Et il n'est vraiment pas gêné. Car c'est tout à fait vrai que compter uniquement sur les élections pour améliorer le sort des travailleurs, c'est un renoncement : mais comme on aurait aimé le lui entendre dire depuis longtemps !

La CGT ne peut pas faire le bonheur des travailleurs à leur place, c'est certain, mais c'est tout de même son rôle de prendre ses responsabilités, de se montrer clairvoyante, et en particulier de dire la vérité aux travailleurs et de la dire à temps.

La nécessité de lutter sans attendre les élections, c'est avant 1981 que Krasucki aurait déjà dû la préconiser s'il avait eu vraiment à cœur de défendre les intérêts des travailleurs. C'est alors surtout que cela aurait peut-être pu leur être utile, pour empêcher au moins que les travailleurs ne se démoralisent ensuite devant la politique antiouvrière menée par ce gouvernement sorti des élections qui étaient prétendument une victoire pour eux.

Mais non, la CGT comme le PCF ont choisi de subordonner les intérêts des travailleurs à leur solidarité avec ce gouvernement, et le résultat aujourd'hui, c'est que la politique de ce gouvernement, avec la participation du Parti Communiste, a abouti à dégoûter et à démoraliser un bon nombre de travailleurs. Elle a abouti à renfor-

cer la droite et même l'extrême-droite sur la scène politique. Elle a abouti à placer l'ensemble de la classe ouvrière dans une position difficile, avec tout le poids du chômage qui pèse sur son moral et sur sa combativité, alors que le patronat se trouve encouragé à aller de l'avant dans ses attaques.

Et c'est maintenant que Henri Krasucki vient dire aux travailleurs que finalement c'est une ânerie, en somme, de compter uniquement sur les élections ! Alors que cette ânerie-là, c'est la base même de toute la politique de son parti.

Combien de fois les dirigeants du PCF n'ont-ils pas prétendu que c'est de ses résultats aux élections que dépendait la puissance de leur parti, donc, disaient-ils, l'efficacité de son intervention dans le gouvernement ? Aujourd'hui, Henri Krasucki explique pourtant que si cette intervention n'a pas eu d'efficacité, « ce n'est pas un problème d'éloquence, mais un problème de poids : celui des travailleurs dans leur masse ».

Oui, la seule chose qui puisse peser pour changer le sort des travailleurs, c'est que ceux-ci se mobilisent réellement « à leur compte » comme Krasucki le dit lui-même aujourd'hui, et c'est vrai que « jusqu'à présent, les travailleurs n'ont à aucun moment pesé de leur véritable poids », comme il le dit aussi.

Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que ce sont précisément les dirigeants de la gauche et Krasucki en tête qui ont jusqu'à présent chloroformé les travailleurs en soutenant ce gouvernement et sa politique, et en se refusant à organiser la riposte nécessaire.

Alors, si les choses sont plus difficiles aujourd'hui pour la classe ouvrière qui a déjà perdu des positions face au patronat dans la crise, qui a été contrainte déjà à de durs sacrifices, c'est en grande partie à cause des dirigeants comme Krasucki. Des dirigeants qui ne sont capables de dire des demi-vérités que lorsqu'il est un peu tard, et qui ont réussi seulement à préparer le terrain des reculs de la classe ouvrière.

Ce n'est vraiment pas sur de tels dirigeants que les travailleurs peuvent compter pour leurs combats à venir.

Arlette LAGUILLER

Les licenciements chez Citroën :

Tout dépend maintenant de la réaction des travailleurs

Le 17 août, la direction du groupe Citroën a finalement présenté aux syndicats son projet de plan « social », en fait un plan de licenciements en bonne et due forme.

Au total, ce sont donc 5 959 emplois qui seraient supprimés : d'un côté 3 144 départs en pré-retraite, de l'autre 1 496 licenciements dans les usines de Levallois, Nanterre, Asnières et Clichy, et 1 441 licenciements dans les usines d'Aulnay et Saint-Ouen. Les deux usines les plus touchées étant celles de Levallois et d'Aulnay.

Parmi les travailleurs licenciés, les travailleurs immigrés qui en feront la demande pourront bénéficier de l'aide au retour : selon Citroën, 450 demandes auraient déjà été acceptées et 200 autres seraient en cours d'examen. Les autres seraient considérés dans un premier temps (dont la durée n'a pas été précisée) comme en chômage technique. Puis, on leur ferait signer un nouveau contrat de travail dit d'« orientation-qualification » qui leur permettrait de suivre une formation professionnelle et de toucher 70 % de leur salaire brut antérieur tout en continuant à avoir le statut Citroën. Finalement au bout d'une période totale de 10

mois, ces travailleurs seraient définitivement licenciés.

Un certain nombre de points restent encore dans l'ombre : par exemple la durée exacte de la période de formation et aussi dans quelles proportions Citroën et l'Etat se répartiront la charge des 70 %. Mais une chose est sûre, c'est qu'au bout de 10 mois, 2 937 travailleurs se retrouveront à la rue. Et ce ne sont pas quelques mois de formation qui feront naître par miracle de nouveaux emplois, surtout quand on sait que bon nombre d'entre eux sont des OS immigrés pratiquement illettrés pour qui on voit mal quelle qualification ils pourraient acquérir en si peu de temps !

Pour l'instant, le gouvernement n'a pour sa part donné son accord qu'aux mesures de pré-retraite. Pour le reste, en particulier pour les licenciements et sa contribution aux mesures d'accompagnement, il attend visiblement les réactions, celles des syndicats d'abord, mais surtout celles des travailleurs lorsque le travail reprendra à la fin du mois.

Quoi qu'il en soit, ce plan a été aussitôt avalisé par la CSL et la CGC dont les représentants ont donné leur accord à l'unanimité lors du comité central d'entreprise du 22 août.

La CGT pour sa part a refusé de participer à ce comité (elle n'y a, il est vrai, de toute façon que deux représentants) en déclarant par la voix de Sainjon qu'« il n'est pas possible de discuter valablement et sérieusement du devenir des salariés de l'entreprise pendant leur absence ». Et c'est bien en effet la moindre des choses !

Mais pour autant les responsables CGT se sont bien gardés de condamner clairement le plan de la direction. Plus question de nier les « sureffectifs » comme il y a deux mois. Ces propositions sont « trop limitées », ont-ils déclaré dans le communiqué publié par la fédération de la métallurgie, et « n'apportent pas de réponse aux questions posées par la CGT quant au devenir industriel des entreprises et à la situation de l'emploi ». Néanmoins, a tenu à préciser Sainjon, ces mesures vont « dans le sens de ce que nous demandons car le contrat de travail des salariés en période de formation sera prolongé de 10 mois ». En fait, et bien que cela ne soit pas dit clairement, ces déclarations reviennent quand même de la part de la CGT à une acceptation des mesures de licenciements sinon dans leurs modalités, au moins dans leur prin-

cipe, et cela sans attendre d'avoir pris l'avis des travailleurs concernés !

Reste à savoir bien sûr comment les travailleurs de Citroën vont réagir au retour des congés. C'est d'ailleurs visiblement ce qui préoccupe les dirigeants de la CGT. Leur langage peu combatif et leur demi-acceptation du principe même des licenciements ne comportent rien qui puisse encourager les ouvriers à se battre. Mais ils ne veulent pas non plus se déconsidérer auprès des travailleurs les plus combattifs, surtout si les mesures provoquent un coup de colère dans les ateliers, en ayant l'air de les accepter.

Quant à la direction du groupe, elle se prépare pour l'échéance de la reprise. Elle a annoncé d'ores et déjà des mesures de chômage technique pour la première semaine. C'est ainsi qu'à Aulnay, l'usine qui est la plus « chaude » depuis deux ans, une seule des deux équipes travaillera la première semaine. Peut-être les dirigeants de Citroën espèrent-ils ainsi refroidir les travailleurs dès les premiers jours et multiplier les obstacles au développement éventuel du mécontentement.

Alors, tout dépend maintenant du mécontentement des

travailleurs de Citroën face aux licenciements, et de leur volonté de se battre. Ils ont montré à plusieurs reprises dans le passé que cette volonté, ils l'avaient. Mais cette fois-ci, l'enjeu est d'une autre importance, qui dépasse largement le cadre de Citroën et même dans une certaine mesure de l'industrie automobile. La riposte des travailleurs de Citroën, ou leur acceptation, pèsera lourd dans la façon dont le gouvernement et le patronat appliqueront dans les mois à venir les plans de licenciements qu'ils ont dans leurs cartons, de la même façon que le coup de colère des ouvriers de Talbot en 1982 avait fait reculer, provisoirement, les plans de licenciements en préparation dans l'automobile. Et ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas plus la CGT, malgré les réserves qu'elle émet, que les autres syndicats, qui prendra l'initiative de la lutte, ni surtout de la mener jusqu'au bout. Pour cela, c'est seulement sur leurs propres forces, et sur elles seules, que les travailleurs de Citroën peuvent compter.

Che sara Serra...

Depuis deux semaines, l'élection du président de l'Assemblée régionale corse semblait un vrai casse-tête. Rarement concours de pronostics réserve autant d'imprévus : non pas que le nombre de partants soit très élevé, mais ils ont des pedigrees à faire pâlir un turfiste politique professionnel, pourtant habitué aux vieux chevaux de retour ayant permuté d'écurie dix fois dans leur carrière.

Bref, une arrivée sur le fil à l'élection du Parlement régional du 12 août dernier donnait le favori, de Rocca-Serra, à seulement 24. contre 31, puisqu'il ne disposait *a priori* que des voix des 19 élus UDF-RPR et des 5 élus de la liste CNIP (une liste formée de dissidents de l'UDF).

Son challenger, François Giacobbi, dont la liste MRG-Nord était arrivée en tête des listes se réclamant de la gauche, disposait des voix des 9 élus de sa liste, et espérait pouvoir compter sur celles des 9 élus de la liste d'union des socialistes avec le MRG-Sud. (Remarquons, au passage, tout de même, que la ligne de démarcation entre les radicaux corses étant géographique a au moins une signification plus concrète que l'abstraite séparation gauche-droite de ceux du continent). En rajoutant les élus communistes, cela pouvait donner le challenger à 25

contre 31. Il manquait à chacun 6 ou 7 voix pour obtenir la majorité absolue. Pas d'outsider en vue. Le Front National, avec ses 6 élus, voyait son heure venue de jouer l'arbitre, pour la plus grande gêne des états-majors parisiens.

On attendait Blücher, c'était Grouchy : lundi dernier le leader des radicaux sudistes, Nicolas Alfonsi, annonçait que sa liste s'abstiendrait : ferré en combines politiques, Alfonsi enlevait une épine du sabot de De Rocca-Serra, car la coalition PS-MRG-Sud n'avait pas envie de se retrouver avec une présidence de gauche dans une assemblée où la gauche n'était pas majoritaire et laissait volontiers la place à de Rocca-Serra.

L'empereur de Porto-Vecchio a donc toutes ses chances de remporter la victoire ; à moins que de nouveaux rebondissements...

O.B.

Inflation galopante

En ces temps de crise, tout augmente ! Essence, téléphone, impôts... C'est ainsi que le prix du cheval a connu une flambée record... 65 % d'augmentation par

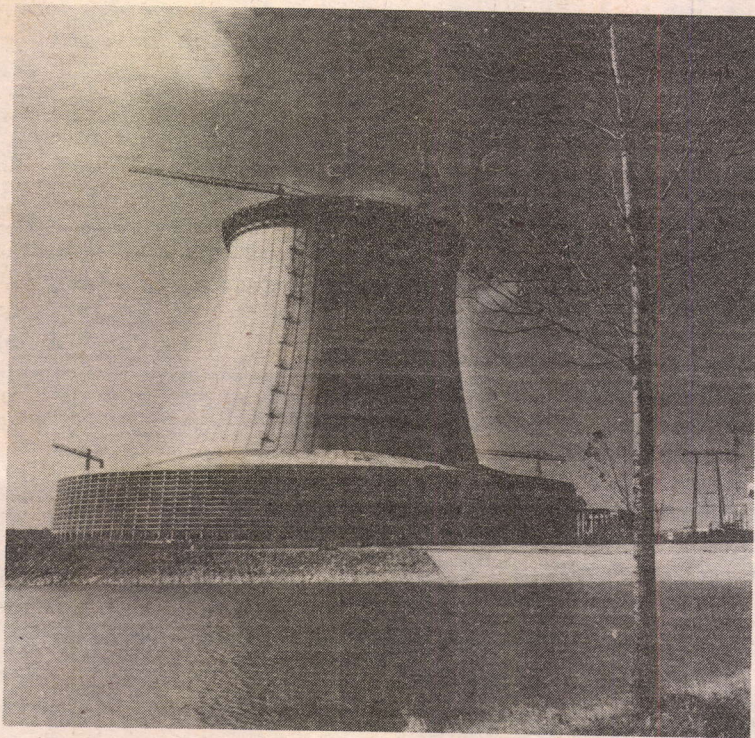
rapport à l'an dernier ! Il est vrai que les ménagères peuvent se rassurer. Ce n'est pas encore à l'étal des boucheries chevalines que cet écart a été enregistré mais lors de la vente des Yearlings — les chevaux nés dans l'année — à Deauville. Miss Shirley, fille et petite-fille de deux gagnants, a été acquise pour la bagatelle de 7.600.000 F nouveaux.

Voilà qui ne va pas arranger l'indice des prix...

EDF fait la manche... au profit des patrons

Une fois de plus, l'EDF se lance dans les emprunts : cette fois-ci, ce seront deux milliards de francs auprès des épargnants français et 4,5 milliards sur le marché financier international, c'est-à-dire surtout en dollars. Tout cet argent étant simplement destiné à « aménager » en partie l'endettement d'EDF qui se chiffre aujourd'hui à 190 milliards de francs.

Cette énorme dette qui, du fait de la hausse du dollar, coûte aujourd'hui très cher à EDF, est l'héritage direct du grand programme de constructions de centrales nucléaires lancé sous De Gaulle. Pendant des années, des milliards ont ainsi été déversés dans les coffres-forts des trusts de l'électro-nucléaire, dont ils ont constitué la principale ressource. Une excellente affaire pour les actionnaires de ces trusts qui, de surcroît, ont encore bénéficié d'une surprime lors des nationalisations lorsque l'Etat leur a racheté au prix fort des actions dont le cours élevé était dû exclusivement aux commandes passées par EDF !



Un puits sans fonds !

Et tout cela pour en arriver à quoi ? A un surcroît de production électrique. Parce que les industriels, eux, se font tirer l'oreille pour l'utiliser, toute cette électricité. Le Syndicat des entrepreneurs de réseaux de centrales et d'équipements industriels électriques a beau proclamer que « pour l'industrie française c'est une chance historique », car « le nucléaire coûte très cher en investissements, mais les coûts sont nuls en fonctionnement », cela ne suffit pas à convaincre le patronat français de reconvertir ses installations pour passer au « tout-électrique ». Du coup, l'EDF lance tout un tas de propositions alléchantes :

tarifs spéciaux, financement de la reconversion des installations, etc.

Mais tout cela coûte bien sûr de l'argent, et quelqu'un devra bien payer la note. Et si ce ne sont pas les industriels qu'EDF cherche à amadouer, ce seront forcément les utilisateurs domestiques. Jusqu'à présent, c'était déjà eux qui payaient les intérêts des dettes contractées par EDF pour enrichir les actionnaires des trusts électro-nucléaires. D'ici à ce que EDF leur fasse payer en plus le passage du patronat au « tout-électrique », il n'y a pas loin !

F.R.

A bas la culotte !

André Laignel, député socialiste qui, à l'Assemblée, passait jusque-là pour un « dur » du clan laïque dans la querelle scolaire, est cette fois-ci, si l'on en croit l'interview qu'il a accordée au *Quotidien de Paris* mercredi 22 août, complètement passé sous la table.

De toute façon, au point où en était la question...

Toujours est-il qu'il a affirmé qu'on pouvait se contenter d'« aménager » les lois Guemur et Debré mais que — ô seigneur — il n'était plus question de les supprimer ; ni même d'unifier le système de recrutement des maîtres et leur carrière, point qui lui semblait toujours défendable jusque-là.

Décidément, au gouvernement et au PS, on ne sait plus quoi faire pour « apaiser » la droite et les réactionnaires ! Il ne suffisait pas, sans doute, que Mitterrand en personne ait

purement et simplement retiré le projet de loi Savary en juillet dernier. Il fallait en outre que le pseudo-ultra Laignel s'aplatisse lui aussi. Mais à droite, on en redemandera, c'est prévisible. Déjà, *Le Figaro* a pris la chose en titrant au sujet des déclarations « apaisantes » de Laignel, mercredi 22 août : « Ecole libre : nouveau piège ».

Finalement, si même quand les députés socialistes se mettent à genoux, la droite affecte d'y voir un piège, qu'est-ce qu'il peut bien leur rester à accep-

Ce n'est pas la crise pour tout le monde... (air connu)

Les affaires marchent bien pour les grandes entreprises du secteur industriel privé des Pays-Bas. En effet, depuis le début de l'année 1984, la multinationale Philips a annoncé des bénéfices de 544 millions de florins contre 259 millions pendant les six premiers mois de l'année 1983, soit une augmentation de l'ordre de 110 %. Philips pense ainsi atteindre d'ici la fin de l'année, un chiffre d'affaires de l'ordre de 50 milliards de florins contre 40 milliards pour l'année 1983.

Quant au trust du pétrole,

Shell, lui, a réalisé, toujours pour les six premiers mois de l'année, des bénéfices d'environ 7,5 milliards de florins, ce qui constitue par rapport à 1983 une hausse de 50 %. En ce qui concerne Unilever, ses bénéfices sont évalués, pour l'instant, à 949 millions de florins ; cela représente une hausse de 12 %. Et pour la société de chimie Akzo, ils sont de l'ordre de 383 millions de florins, soit une augmentation de 50 %.

En période de crise, les affaires ne vont pas si mal pour les trusts néerlandais. Entre autres !

Gaspillage communautaire

D'après la Commission de Bruxelles, chaque année, la Communauté Economique Européenne pratique des « retraits communautaires ». C'est-à-dire qu'elle intervient sur le marché et retire environ 4 à 7 % de la production agricole de fruits et légumes, ce qui correspond en moyenne à 2,5 millions de tonnes de fruits et légumes. La compensation des pertes subies par les producteurs et les frais des retraits coûtent à la CEE environ 700 millions de francs par an.

Pourquoi ces « retraits » alors que chaque année, les pays du Marché commun importent à l'extérieur pour 5 millions de tonnes de fruits et légumes ? C'est

que les lois de la concurrence ne sont pas celles de l'intérêt général. Et il arrive que les cours des productions européennes s'effondrent par suite de cette concurrence. C'est alors que la CEE pratique ses « retraits communautaires ».

Certes, la Commission de Bruxelles peut toujours expliquer que des progrès ont été faits. Car les deux tiers de la production ainsi retirés sont soit transformés en alcool, soit distribués gratuitement ou destinés à la consommation animale. Il n'empêche que ce serait près d'un million de tonnes de fruits et légumes qui pourrait ainsi chaque année en Europe. Un immense gaspillage !

Les propositions du PCF pour l'automobile :

dehors comme dedans un langage de ministres

L'Humanité du 23 août se réjouit : l'appel aux « cadres de l'industrie automobile » afin d'ouvrir « un débat national contradictoire » lancé deux jours plus tôt dans les colonnes du journal du PCF par l'économiste du Parti, Philippe Herzog, aurait été entendu, puisque dès le lendemain Le Monde, Libération et même Les Echos en ont parlé, en bien ou en mal selon les cas. « Une hirondelle ne fait pas le printemps, trois articles ne font pas un débat. Mais il s'amorce », écrivait Roland Leroy jeudi matin. Comme si le printemps de l'industrie automobile dépendait seulement d'un débat « sérieux » donnant enfin des idées neuves à ses gestionnaires !

S'adressant aux cadres de l'automobile, c'est « un débat de gestion que nous proposons », précise Herzog d'emblée. Et sur la gestion capitaliste de l'industrie automobile, il pense avoir des propositions à faire : recherche de la compétitivité et de nouveaux débouchés, reconquête de la « filière des équipements », meilleure coopération entre Renault et Peugeot, etc., ainsi qu'évidemment reconquête du marché intérieur.

Là-dessus, Herzog est plein d'idées : « Pourquoi votre force de frappe d'innovation s'est-elle émoussée ? Pourquoi ne pas préparer de grands coups pour des véhicules populaires de bas de gamme ? ».

Et il a même son idée pour ce qui est du financement d'un tel genre de programme : « Les épargnants pourraient être incités à financer la fabrication des nouveaux modèles, avec des plans d'épargne originaux, à condition de leur consentir des avantages à l'achat ».

Selon le journal Les Echos, cette idée, « appa-

remment saugrenue », « mériterait peut-être d'être creusée : celui qui finance-rait avant sa sortie la future R18 serait moins tenté d'aller acheter une Ford Sierra »... Ainsi, si l'ensemble du texte d'Herzog paraît au journal patronal, « un magma fumeux », le système de la vente à crédit où ce serait l'acheteur qui avancerait l'argent, pourrait sourire aux constructeurs.

A part cela, Herzog lui paraît évidemment moins convaincant lorsqu'il essaie de prouver que les licenciements massifs, la politique de « restriction d'activités », sont sources de baisse de richesses. Quand il y a moins de travailleurs, il y a moins de valeur créée, dit Herzog, et les profits ne peuvent que baisser : « Vous le savez bien, les profits ne sont rien d'autre qu'un prélèvement sur la valeur ajoutée. Quand celle-ci baisse, et c'est le cas chez vous, tous les problèmes financiers s'enveniment. Quand les directions incriminent l'emploi et les salaires, c'est la source de production de valeur ajoutée qui est en cause ».

Mais ce n'est pas à un singe que l'on apprend à faire la grimace, ni aux gestionnaires de l'économie capitaliste qu'on peut apprendre où se trouvent leurs intérêts ! Ainsi lorsque Herzog recommande aux compagnies d'assurances de placer leurs capitaux plutôt dans l'automobile que sur le marché financier, on peut penser que c'est en connaissance de cause que lesdites compagnies d'assurances préférèrent le marché financier...

Dans son impuissance, le PCF se retrouve en position de conseiller ridicule. Sans doute l'important n'est-il d'ailleurs pas là, pour lui. L'important est de continuer, bien qu'étant sorti du

gouvernement, à se poser en partenaire loyal pour la gestion du système capitaliste. A tel point que Philippe Herzog en vient à mettre en avant l'exemple de Fiat où « Monsieur Agnelli », lui, « a abandonné ses activités aux Amériques, recentré son développement sur l'Italie. (...) Certes, Fiat a supprimé des emplois, mais le groupe conserve une partie de ces travailleurs sans emplois, et il présente des perspectives de réembauche ».

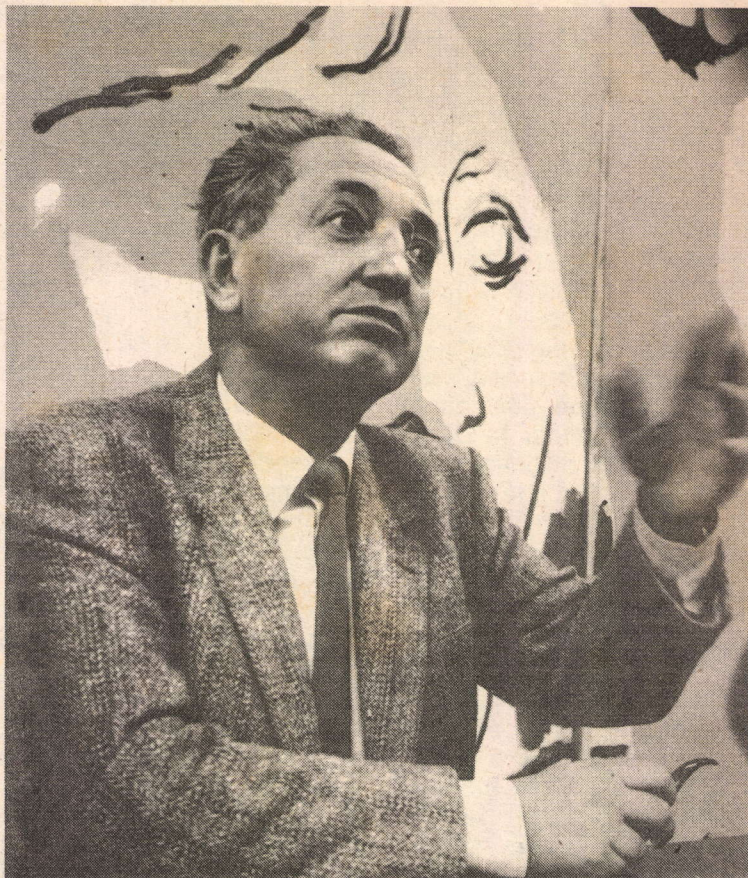
Si c'est bien là le modèle que le PCF préconise, Citroën a de quoi se réjouir, car il revient à garantir le profit pour les patrons et à faire prendre en charge par les pouvoirs publics l'essentiel des frais liés au chômage déguisé d'un grand nombre de travailleurs. C'est ainsi que Fiat a supprimé au moins 20 000 emplois en trois ans, et que plus de 10 000 travailleurs sont actuellement en chômage considéré comme temporaire, c'est-à-dire en réserve pour le patronat, aux frais de l'Etat.

En cette rentrée, que le patronat entend placer sous le signe de plans massifs de licenciements, dans l'industrie automobile pour commencer, les propositions du PCF, si elles ne tiennent évidemment pas debout sur le plan économique, ne sont cependant pas innocentes sur le plan politique. Elles situent ce dernier dans le camp adverse de celui des travailleurs. Car les travailleurs n'ont pas de solutions « constructives » à offrir, ni au patronat, ni à ses managers, pour maintenir les profits. Visiblement, ceux-ci, aux yeux des patrons, passent par des licenciements en grand ; et pour s'y opposer, il n'y a pas d'autre moyen que de lutter résolument.

C.L.G.

Edmond Maire rentre de vacances :

il veut qu'on lui demande son avis



C'est la saison, les responsables syndicaux font leur rentrée. Après André Bergeron qui a constaté que le nombre de pauvres en France a progressé, c'était Edmond Maire qui, dans une longue interview au journal Le Monde du 21 août, affirmait avoir perçu depuis quelques mois une montée du chômage. Quelle perspicacité !

Et puisque cette croissance du chômage est due, d'après Maire, à « un recul sérieux de la préoccupation gouvernementale sur l'emploi », le leader de la CFDT estime qu'il « est temps de rappeler nos orientations socialistes ».

Il serait temps, certes ! Mais alors, que propose Edmond Maire ? Pour créer des emplois « dans le maintien et l'amélioration de la compétitivité », il faut tabler sur des changements dans « l'organisation du

travail » et aussi sur « une compensation salariale à la création d'emplois » : c'est toujours cette même idée qu'avance Maire depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, selon laquelle il n'y aurait qu'à diminuer le temps de travail en diminuant les salaires, pour créer des emplois sans que cela coûte trop cher aux patrons.

D'ailleurs, pour Maire, le rôle des syndicats aujourd'hui est surtout de « développer des propositions de redressement industriel et de création d'emplois » pour ensuite « les confronter aux choix des chefs d'entreprise ». Car licenciements et baisse du pouvoir d'achat sont peut-être indispensables, mais l'essentiel pour Edmond Maire est que les syndicats soient associés aux décisions qui seront prises.

Danger : armée

Les habitants de la commune de Beignon, dans le Morbihan, ont la malchance de se trouver à proximité immédiate du camp militaire de Saint-Cyr-Coëtquidan. Celui-ci, qui occupe déjà les deux tiers du territoire de la commune, envisage d'étendre son dépôt de munitions, et une enquête d'utilité publique vient d'être ouverte à ce sujet, décidée le 31 juillet dernier.

La réaction des habitants a été de monter un comité de défense : pas question d'une poudrière à 2 km du village. Un dépôt de munitions, ça n'a rien de rassurant. Un habitant a

déclaré au reporter du journal Le Matin (22 août) : « Comment croire les officiers quand ils vous entretiennent de sécurité, alors que jusqu'ici, l'armée n'a pas arrêté de mentir. Au départ, on nous parlait de 2 200 tonnes de munitions, de 200 kilos d'explosifs. Aujourd'hui il est question de 2 800 tonnes de munitions avec 708 tonnes d'explosifs. C'est insensé ».

Comme on comprend cet habitant ! Tout ce matériel aux mains des chefs militaires, il y a de quoi s'inquiéter. Déjà qu'ils déparent dans le paysage...



THOMSON - Vélizy

La direction se croit tout permis

A la porte de l'usine Thomson CSF (DTE) de Vélizy, on peut voir une affiche où figurent les emplois recherchés. La direction embauche donc et on pourrait penser qu'il suffit d'être ouvrier dans la spécialité recherchée pour être embauché. La réalité est différente car la direction joue les difficiles, elle cherche l'élite, le champion, la perle rare.

Dans un atelier de montage de tubes, par exemple, nous avons vu défiler, depuis le début de l'année, de nombreux travailleurs qui sont, en général, restés une journée à l'essai et on ne les a pas revus.

Mais il y a deux mois, la direction et sa maîtrise semblaient avoir trouvé l'homme qu'elles désiraient : un ajusteur qui avait travaillé longtemps comme intérimaire dans l'usine et

qui passa un essai de P.2. Le 18 juin, il signa enfin son contrat d'embauche définitive... sous réserve d'un mois d'essai, bien entendu... on n'est jamais assez méfiant.

Pendant son mois d'essai, notre camarade fut envoyé sur plusieurs sortes de travaux, fut changé de poste de travail et on lui demanda même de travailler pendant la fermeture de l'usine (en juillet)... sans que cela compte pour sa période d'essai ! Bref, début août, cette longue période touchait à sa fin et notre candidat à l'embauche semblait avoir traversé son parcours d'obstacles avec brio.

Mais non !... Le jeudi 2 août, le responsable du secteur de montage où il travaillait lui signifia que le mardi suivant serait son dernier jour : « Il ne corres-

pondait pas au profil recherché » !

Les travailleurs du service, surpris d'une telle injustice, demandèrent des comptes et le responsable dut venir s'expliquer publiquement à l'atelier. Ses explications ne calmèrent pas les esprits : « quel profil » pouvait bien rechercher la direction, si ce travailleur qui avait fait correctement tous les travaux demandés ne convenait pas ?

Voyant que son mauvais coup ne passait pas inaperçu, la direction décida de garder le travailleur... mais à un autre poste et, la semaine suivante il dut signer un nouveau contrat, avec un nouveau mois d'essai à la clé et une qualification inférieure ! De plus, en le mettant dans un service isolé avec un travail plus dur, la direction tentait sans doute de démoraliser

le candidat, mécontente d'avoir dû le garder.

L'affaire semblait classée, mais mardi 14 août, la direction repassait à l'attaque et notre travailleur jugé cette fois « pas assez rapide », était convoqué pour prendre son compte !

Le directeur ne voulut pas recevoir les délégués (« c'est au chef du personnel de régler ce problème »), le chef du personnel se fiait à sa maîtrise, et la maîtrise... ne se mouillait pas.

Les travailleurs du Montage, voyant les méthodes de la direction, montèrent à une vingtaine, avec les délégués, interpellèrent le chef du personnel.

L'inspecteur du travail ayant trouvé la direction fautive, l'affaire est entre les mains de la direction générale.

Corres L.O.

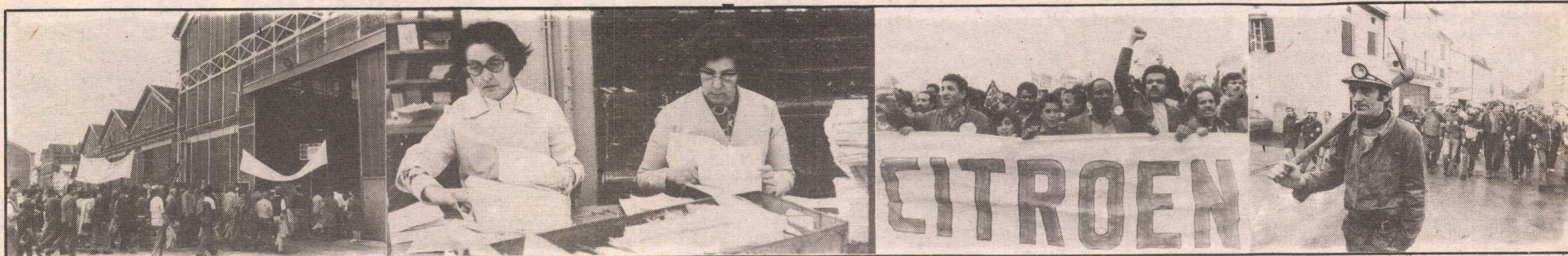
Haut-vol aux Nouvelles Galeries de Bordeaux

Les prunes de la saison 1984 resteront sans doute longtemps sur l'estomac de cette employée du rayon alimentation des Nouvelles Galeries de Bordeaux qui s'est vu licenciée pour « vol » parce qu'en fin de matinée, le 3 août, ayant eu un « petit creux », elle avait mangé une prune de l'étagère !

Seize ans de maison, et voilà « la faute lourde » qui lui vaut la porte, sans préavis, ni indemnité. Ses supérieurs n'en démordent pas : « Qui vole un œuf, vole un bœuf, n'est-ce pas ? ».

Mais s'il y a quelque chose qui vole, et très bas, dans les sphères directrices des Nouvelles Galeries bordelaises, c'est bien la... bêtise !

Echos des entreprises



Coup de pied en vache

A la dernière réunion de délégués du personnel, la direction a réaffirmé qu'elle n'avait toujours pas l'intention d'embaucher les apprentis, pas plus ceux de 1984 que ceux de 1983.

Pas mieux que les petits patrons ! Comme eux, la SNIAS utilise les apprentis à n'importe quelle besogne, comme eux, elle les paie avec un lance-pierres. Une différence tout de même : les petits patrons donnent des coups de pieds au cul pendant l'apprentissage, la SNIAS, hypocrite, en donne un grand, à la fin, sans scrupules et sans indemnités.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNIAS - Les Mureaux)

Cela sent l'arnaque

Début octobre, le service Postadex International en provenance du PLM va s'installer à Montparnasse.

Cela devrait se traduire par une création de positions de travail : sept ou huit préposés et autant d'agents par brigade. Mais nous pouvons déjà nous douter comment ces positions vont être comblées. Au transbordement, on supprime deux positions de travail. En salle, dans chaque brigade, ce sont deux positions de travail de préposés qui vont disparaître.

De fait l'administration crée un nouveau service, en rognant sur le personnel à droite et à gauche. Ce qui va lui permettre d'économiser une dizaine de préposés sur notre dos.

Et ce n'est qu'un commencement !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière PTT - Tri Montparnasse)

L'esprit de sacrifice

La GM a fait 3 220 millions de dollars de bénéfice pendant les 6 premiers mois de l'année. Ce bénéfice est près du double de celui qu'elle a réalisé pour la même période de 1983.

Tout cet argent va, bien sûr, dans la poche des actionnaires : et qu'est-ce qu'ils peuvent bien fiche de tout ça ? Bouffer des crèmes glacées à en crever ?

Sans doute se sacrifient-ils pour ne pas que nous tombions malades !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière General Motors - Gennevilliers)

Calculs mesquins

Certains remplaçants de vacances ont été embauchés pour presque 3 mois. Presque, mais pas tout à fait, car

à partir de 90 jours le CHR devrait leur verser une indemnité de perte d'emploi.

Alors la direction fait ses calculs et arrête ses contrats juste avant le 90^e jour !

Tant pis pour ceux qui se retrouvent sans ressources !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Pontchaillou centre hospitalier régional - Rennes)

Des patrons irresponsables

Début août, un incendie s'est déclaré à bord de l'Atlantique Cartier aux Chantiers de France.

Pour accélérer le travail, la direction avait décidé de ne pas fermer pendant les congés, de garder le maximum d'ouvriers en même temps à bord, les faisant travailler les uns sur les autres, menuisiers, soudeurs, etc., au mépris de toute sécurité. Elle pleure maintenant sur ses pertes financières.

Fort heureusement, les 600 travailleurs ont pu quitter le

bateau à temps. Une fois de plus les patrons ont montré leur irresponsabilité et leur mépris pour la vie des ouvriers.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Usinor-Dunkerque)

Faites vos jeux

Après neuf mois de fermeture, le casino de Biarritz vient de rouvrir ses portes : six tables de roulette, quatre de black jack et une de chemin de fer.

Nos collègues en vacances dans le Pays basque, à qui cette fermeture pesait lourdement, vont enfin cesser d'errer, désœuvrés, dans les rues de Biarritz et de ses environs.

Les baignades et les parties de boule, c'est bien, mais ça ne permet pas d'exhiber les portefeuilles bourrés à craquer par les salaires UAP, ils pourront maintenant faire craquer leurs billets neufs en flambant des nuits entières au casino...

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière UAP - Tour Assur - région parisienne)

Michelin demande 4 milliards en échange de milliers de suppressions d'emplois

Le trust privé Michelin, numéro deux mondial du pneu, négocie actuellement l'obtention d'un prêt de quatre milliards de francs à taux préférentiel, avec quatre grandes banques nationalisées. C'est d'autant plus gonflé (c'est le cas de le dire), que Michelin a annoncé en avril dernier son intention de supprimer 5 000 emplois pour l'année prochaine. Un chiffre qui risque d'être bien inférieur à la réalité. Dans la mesure où le trust va aussi réduire ses commandes de sous-traitance qui constituent l'essentiel de l'activité de nombreuses entreprises de la région de Clermont-Ferrand, il sera responsable d'un nombre bien supérieur de licenciements.

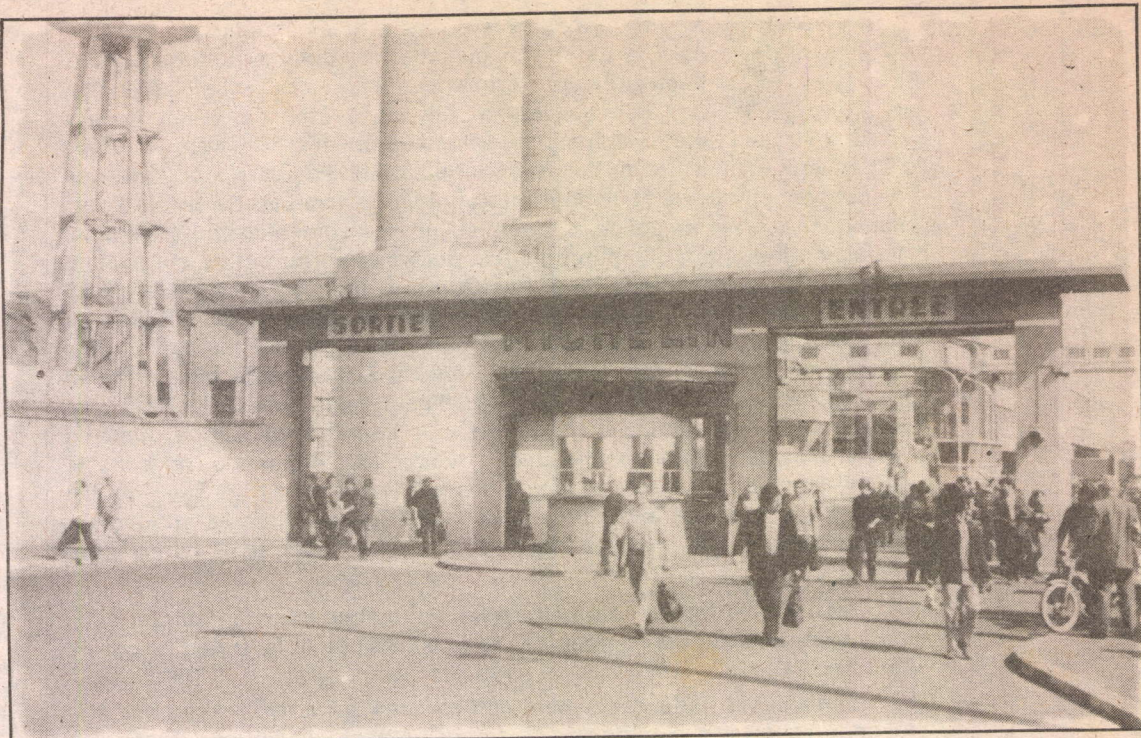
Comme Peugeot, avec lequel il est très lié, le groupe Michelin a réalisé de plantureux profits pendant des dizaines d'années. Ses profits avoués atteignaient 675 millions en 1977, 686 millions en 1978 et 598 millions l'année suivante. A l'époque, les profits de Michelin dépassaient même à l'occasion ceux de Goodyear, son grand concurrent et le numéro un mondial.

Mais depuis maintenant plus de trois ans, Michelin annonce des pertes. Les usines qu'il a

fait construire aux Etats-Unis lui ont coûté, paraît-il, plus cher que prévu et ont vendu moins qu'escompté. Mais ce qui est sûr, c'est que Michelin comme Peugeot auraient tort de se gêner puisqu'il suffit de demander des aides pour en obtenir. Car comme pour l'automobile, le gouvernement semble prêt à passer à la caisse; et sans contrepartie aucune pour la fortune personnelle de ces capitalistes. D'ailleurs Michelin a pris ses précautions depuis longtemps: la firme est contrôlée par une société holding qui, a son siège... en Suisse. Il reste que les usines, elles, sont encore pour une bonne part en France. Les travailleurs menacés de licenciement aussi. Et les moyens pour confisquer à ces capitalistes ce qu'ils ont volé à la classe ouvrière de toute une région existent avant qu'ils ne lèvent encore un peu plus le pied à l'étranger.

Mais ce n'est pas de cela qu'a parlé Mitterrand à Michelin, quand il est allé lui rendre visite il y a quelques mois. Le gouvernement, s'il s'attaque aux chômeurs, met au contraire toute la gomme pour aider les Michelin et consorts.

Pierre VERNANT



Téléphone

Une rallonge illégale...

La dernière hausse de 10 centimes de la taxe téléphonique serait illégale. Jean-François Poncet, sénateur du Lot-et-Garonne et ancien ministre des Affaires étrangères, envisage de saisir le Conseil d'Etat à ce propos.

Lorsque, le premier août, les PTT ont introduit une hausse de 10 centimes sur chaque taxe de base, portant la communication urbaine à 75 centimes, cette hausse faisait d'ailleurs suite à celle du 1^{er} mai, par laquelle la taxe de base était déjà passée de 60 à 65 centimes.

Eh bien, cette hausse de 10 centimes serait illégale en raison de l'article du code des PTT qui prévoit que les recettes de cette administration doivent couvrir les dépenses d'exploitation et d'investissement, et rien d'autre.

Or, cette surtaxe de 10 centimes, qui doit rapporter 8 milliards par an à l'Etat, serait affectée au budget général de l'Etat et non pas à celui des

PTT. Bref, il ne s'agit plus d'une taxe téléphonique mais d'un pur et simple impôt sur le téléphone. A vrai dire, ce n'est pas tout à fait une nouveauté. Les bénéfices d'exploitation du téléphone sont si réels que le gouvernement depuis trois ans y puise déjà chaque année deux milliards pour renflouer le budget de l'Etat.

L'augmentation récente vient simplement s'ajouter à ces ressources pas très « régulières » !

La guéguerre entre la droite et la gauche aura servi au moins à une chose: mettre à jour une petite manœuvre du gouvernement, qui d'un côté ne cesse de parler de diminution des impôts directs, et qui de l'autre s'arrange pour grappiller un maximum sur la population pour boucler son budget.

Mais, par ailleurs, la droite ne voit évidemment rien d'illégal lorsque les sous du téléphone servent à financer les industriels de l'électronique...

et... une surtaxe de dissuasion

Depuis le 17 août dernier, une nouvelle augmentation de tarification du téléphone vient d'entrer en application.

Ainsi, pour un pays étranger que l'on peut obtenir par l'automatique — en théorie — et pour lequel on ferait appel aux opératrices parce qu'on n'arrive pas à l'avoir, il y a une surtaxe de 22,50 F.

Or, quand on fait appel au manuel, c'est par suite de la défaillance de l'automatique donc des lignes insuffisantes ou défectueuses. Eh bien, depuis le 17 août, c'est l'utilisateur qui paie une surtaxe parce que

les circuits existants sont mauvais.

En réalité cette mesure de taxation est faite, bien entendu, pour dissuader les abonnés d'avoir recours à ce service et vient compléter la taxation de 7,50 F mise, fin juin, pour les demandes de renseignements internationaux.

Et, quand on aura prouvé qu'il y a moins d'appels au Central Archives qui assure l'ensemble de ces opérations manuelles internationales, on diminuera encore les effectifs. Pour les PTT, le tour sera joué. Pour le public...

Jeunes sans emploi

Un phénomène qui s'accroît

Les statistiques de l'INSEE sur l'emploi des jeunes en 1983, reprises par divers journaux, et les informations fournies par l'ANPE et divers autres organismes du service de l'emploi, rappellent que ce sont surtout les jeunes de quinze à vingt-quatre ans qui sont le plus souvent sans emploi.

Sur les 7,8 millions de jeunes de cet âge pris en compte par l'enquête de l'INSEE, il y aurait outre les « inactifs » (dont les appelés du contingent, les jeunes rentiers — il y en a, bien sûr — ou les « marginaux »), 3 831 315 scolarisés et 3 377 087 actifs.

Or, parmi ces derniers, 21 % seraient en fait inscrits à l'ANPE, la plupart n'ayant même jamais pu travailler une seule fois.

Finalement, les apprentis, ceux qui se « débrouillent », ceux qui occupent des emplois de 15 heures par semaine ou moins (ils sont 19 % de cette catégorie), ceux qui sortent des stages de formation ne débouchant pas sur une embauche, les jeunes inscrits à l'ANPE et recensés officiellement comme chômeurs, tout cela donne plus d'un million et demi de jeunes (presque la moitié des 3 377 000 considérés comme « actifs »), et qui dans la réalité vivent difficilement.

D'autant que le nouveau régime d'indemnisation, en vigueur depuis le 1^{er} avril 1984, a diminué la couverture sociale des jeunes qui ne perçoivent plus, comme auparavant, quelque 40 % du SMIC mais une indemnité de 40 F par jour durant une période limitée.

Du coup, toujours selon l'enquête INSEE, 5,2 millions sur ces 7,8 millions de jeunes de 15 à 24 ans vivent plus nombreux qu'en 1981 et 1982 chez leurs parents.

Une augmentation due vraisemblablement au fait que ces jeunes « actifs » sans travail stable ne peuvent plus s'offrir une vie

indépendante à dix-huit ou vingt ans, comme c'était le cas dans les années 1970.

Pris en charge partiellement ou en totalité par leurs familles, ces jeunes en aggravent la situation. Un aspect de la crise, pas nouveau certes, mais qui ne fait que s'accroître.

A.G.



AOÛT 1944 - LA LIBÉRATION DE PARIS : Le mythe et

EN cette année 1944 où les armées allemandes connaissent la défaite et où tous les régimes politiques européens allaient s'effondrer, l'une des principales inquiétudes des gouvernements alliés était de savoir quelles allaient être les réactions des populations européennes et avec quel type de gouvernement et surtout quels appareils d'Etat ils pourraient gouverner les peuples européens. Les opprimés allaient-ils accepter de devoir à nouveau obéir à la même police, aux mêmes juges, aux mêmes hauts fonctionnaires, maires, préfets, bourgmestres, gouverneurs ou autres qui avaient gouverné pendant toute la Deuxième Guerre mondiale ? Tel était le principal problème. Sinon il faudrait constituer des gouvernements militaires, ce qui n'était pas le plus facile ni le plus acceptable par les peuples. Et puis pendant l'inter règne entre l'effondrement dû à la débâcle et la mise en place de nouvelles structures par les alliés, qu'allaient faire les masses populaires ? En voulant se venger de tous ceux qui du bas en haut de l'échelle avaient gouverné pendant l'occupation allemande, ou sous le régime nazi, les masses n'allaient-elles pas massacrer tous ceux qui les avaient opprimées et anéanties, ainsi toutes les structures étatiques sur lesquelles les alliés comptaient s'appuyer, eux aussi, pour faire régner l'ordre.

Tel était le principal problème qui se posait pour toute l'Europe, Allemagne comprise, et qui se posait en termes très peu différents d'un pays à l'autre.

Et d'ailleurs le débarquement en Provence qui venait d'avoir lieu à la mi-août n'avait pas tant été décidé à cause d'une nécessité d'attaquer les troupes allemandes par un autre côté pour les repousser plus vite, que par celle de réoccuper avec les troupes alliées, le plus vite possible, l'ensemble du territoire européen. Il fallait éviter à tout prix que la débâcle allemande ne laisse momentanément un vide qui permettrait éventuellement à des troupes de partisans ou à une révolte populaire d'établir des régimes dont les alliés ne voulaient pas. Les Américains avaient déjà eu une rude alerte en Italie, où la résistance italienne, au nord du pays, s'était soulevée alors que les troupes américaines n'occupaient encore que le sud de la péninsule. Par ailleurs, ils devaient abandonner la Yougoslavie aux mains des partisans de Tito, et en Grèce avait débuté une guerre civile avec les partisans, dont les troupes anglaises mirent ensuite longtemps à venir à bout.

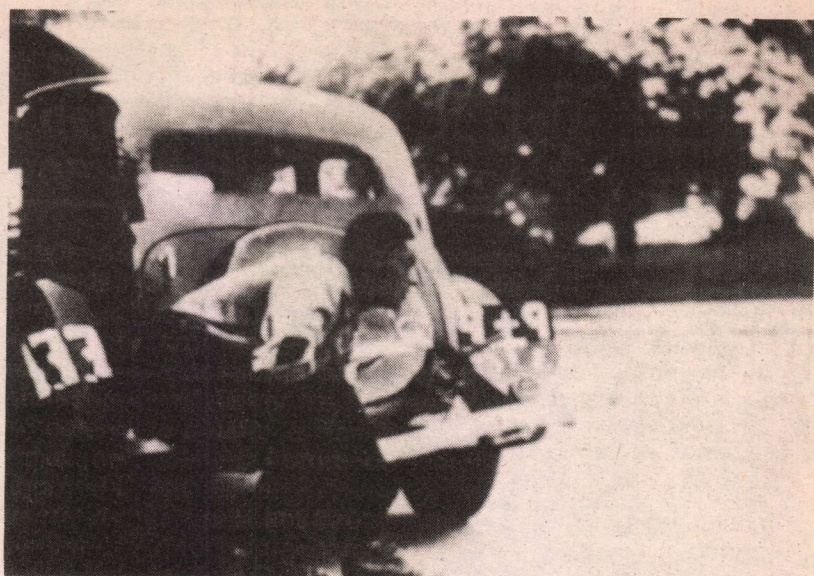
Alors, pour la France, les alliés anglo-américains n'étaient pas entièrement convaincus que De Gaulle pourrait se faire obéir de l'appareil d'Etat de Pétain, pourrait venir à bout de l'allié communiste, et avait suffisamment de crédit populaire, lui cet inconnu, qui ne fut ministre de la Guerre que quelques jours et juste avant la débâcle. Ils étaient assez enclins à envisager l'instauration d'un gouvernement militaire sur le pays.

Toute la politique de De Gaulle était maintenant de prouver aux alliés qu'il allait être, lui, capable de maîtriser la population et de restaurer sans heurts l'Etat bourgeois laissé en ruines par l'effondrement du régime de Vichy.

De Gaulle avait besoin de l'alliance du PCF à cause de son influence parmi les travailleurs, mais pas au point de risquer d'en être dépendant. Il savait que le Parti Communiste n'avait pas l'intention de prendre le pouvoir et serait un allié responsable, mais il ne tenait pas pour autant à lui laisser prendre trop d'influence au travers de la restauration de l'Etat.

Au mois d'août 1944, sur le plan de la reprise en main de l'appareil d'Etat, De Gaulle disposait déjà de l'armée, en l'occurrence la deuxième division blindée du général Leclerc. En ce qui concerne l'appareil administratif de l'Etat, depuis déjà des semaines, les émissaires du général allaient des préfectures en préfectures, afin d'obtenir les promesses de ralliement des préfets ou des hauts fonctionnaires. En échange on leur assurait que leur activité sous Vichy serait oubliée et on les parait d'un titre de résistant, combattant de l'ombre resté à son poste par devoir.

Le problème de la police, et plus particulièrement de la police parisienne, était l'un des plus délicats. Car la police était vomie par la popula-



tion, c'était la police des rafles, des contrôles incessants, des vérifications de cartes de rationnement, des arrestations arbitraires... Et le problème n'était pas tant d'obtenir l'allégeance de cette police au nouveau régime que de la faire accepter aux yeux des Parisiens. C'est un des miracles que permit justement le scénario de la « libération de Paris ».

Dans cette remise en selle de l'appareil d'Etat de Vichy, les dirigeants du Parti Communiste acceptèrent effectivement de se limiter au rôle qu'on leur avait assigné. Certes ce sont les communistes qui, à l'approche des troupes alliées, commencèrent l'agitation dans Paris, notamment avec la grève des cheminots lancée le 10 août, et qui poussèrent au déclenchement de ce qu'on appela l'insurrection. De Gaulle aurait peut-être pu s'en passer en se contentant de mettre les alliés devant le fait accompli en se faisant porter le premier dans Paris par la division blindée de Leclerc. Mais ce semblant d'insurrection, faite de toute façon en son nom, ne pouvait finalement qu'accroître son prestige et lui préparer une entrée plus triomphale.

Certes, les FFI auraient pu tout aussi facilement investir les ministères, l'Hôtel de Ville ou la Préfecture de police que les mairies d'arrondissements ou de banlieues. Mais les ministères et la Préfecture de police, bref tous les centres réels du pouvoir, étaient considérés d'entrée comme chasse gardée des hommes de De Gaulle. Y compris en ce qui concerne l'Hôtel de Ville de Paris où les communistes auraient bien aimé pouvoir faire admettre l'un des leurs, ils se plièrent à la décision du gouvernement provisoire.

Les militants communistes qui fournirent l'essentiel des combattants de la résistance, n'avaient pas connu, depuis 1941, d'autre mot d'ordre que « la France d'abord » et d'autre objectif que le « à chacun son Boche ». Mais ils croyaient se battre aussi pour le communisme, pour construire à la libération une autre société justement. Ils ont été, une fois de plus, trompés.

Quant aux dirigeants communistes, les petits incidents qui, tout au long de cette semaine de la libération de la capitale, les ont opposés aux envoyés du gouvernement provisoire, sont tous caractéristiques de la façon dont on les mettait soigneusement à l'écart de tous les postes considérés comme décisifs. Et si l'audience qu'avait acquise le Parti Communiste grâce au rôle joué par ses militants dans la résistance lui permit d'avoir jusqu'en 1947 quelques postes de ministres, ce n'était que parce que dans l'immédiat après-guerre, la bourgeoisie française avait encore besoin d'eux pour faire accepter aux travailleurs les sacrifices nécessaires à la remise en route de l'industrie.

19 AOÛT : La reconversion de la police

■ L'opération de reconversion de la police parisienne avait commencé dès le 15 août. Alors que les cheminots étaient en grève depuis cinq jours, la police, qui devait se faire pardonner son passé immédiat, se devait de ne pas prendre de retard sur les événements.

Le 15 août, lors d'une réunion rassemblant les responsables des principaux mouvements de résistance, dont le chef des FFI, Rol-Tanguy, il avait été créé un Comité de libération de la police qui lançait un mot d'ordre de grève. Pour convaincre les policiers, l'appel à la grève affirmait : « La Gestapo vient de donner

l'ordre de désarmer les policiers parisiens et de les interner ». Et il se terminait par une menace : « Les policiers qui n'obéiraient pas au présent ordre de grève seront considérés comme des traîtres et des collaborateurs ». Un appel du commandement des FFI venait de soutenir le mot d'ordre de grève en ces termes : « Vous ne devez plus participer aux arrestations de patriotes, aux perquisitions, barrages, contrôles d'identité, gardes de prisons, etc. Vous aiderez les FFI à abattre tous ceux qui, de cette façon, continueraient à servir l'ennemi ». Et c'est ainsi qu'en ce 15 août 1944, la

police vichyste adhérait « spontanément » aux idéaux de la Résistance.

Lorsque le 19 août, en fin de matinée, les responsables du Comité parisien de la libération (qui représentait les résistants parisiens et était à majorité communiste) et ceux du Conseil national de la résistance, dirigé par Georges Bidault (homme politique de droite), sortirent de leur réunion commune où ils avaient adopté leur appel à l'insurrection parisienne, le drapeau tricolore flottait déjà sur la Préfecture de police. Prévenu la veille de la future décision, le Comité de libération de la police avait rassemblé 2 000 agents au petit matin sur le parvis de Notre-Dame, puis avait

« libéré » la Préfecture. « Libération » d'autant plus aisée que la Préfecture n'était occupée que... par cette même police, et nullement pas des troupes allemandes. La police vichyste devenue résistante, le nouveau préfet de police, Luizet, venait dans la journée prendre la place de son prédécesseur dans le fauteuil préfectoral.

Plusieurs accrochages cependant eurent lieu dans la journée avec les troupes allemandes venues tâter la résistance de la Préfecture, jusqu'à ce qu'une trêve soit acceptée entre la Préfecture et le général Von Choltitz, par l'intermédiaire du consul de Suède.

Trois jours plus tard, le 22 août, le Conseil national de

la résistance tint à porter, par un communiqué, « à la connaissance du pays, le magnifique courage des défenseurs de la Préfecture de police », proclamant que « l'attitude héroïque de la police parisienne est à la fois un exemple donné à tous et une promesse d'amitié française entre le peuple de la capitale et les gardiens de l'ordre républicain ». La glorieuse cour fut baptisée « Cour du 19 août ».

Blanchie en changeant de maîtres, la police de la rafle du Vélodrome d'Hiver y gagnait en prime une fourragère rouge qu'elle arbore aujourd'hui encore à l'épaule les jours de grand apparat.

la mise en scène

Les résistants dans la rue

■ Si les délégués du gouvernement provisoire et les responsables du Conseil national de la résistance avaient pris soin de ne pas laisser l'occupation d'un bâtiment aussi important que la Préfecture de police entre les mains de militants de la résistance, les affrontements dans la rue avec les patrouilles allemandes et l'occupation des mairies d'arrondissements, furent le lot de ces derniers.

Plusieurs mairies d'arrondissements furent ainsi « libérées » dès le 19 août. Il vaudrait mieux écrire occupées, car en réalité elles n'étaient, elles non plus,

pas gardées : on entra, la municipalité en exercice laissait la place au Comité local de libération, ou même comme dans le XIX^e se mettait à son service.

Ces occupations se passèrent toujours sans accrochages avec l'armée allemande, sauf à la mairie de Neuilly où un officier allemand fit reprendre la mairie d'assaut et arrêter ses occupants. Les résistants eurent trente blessés et treize morts dont un parmi les arrêtés fut fusillé ensuite au Mont Valérien parce qu'il portait une arme lors de son arrestation.

Dans la rue, en cette première journée de la libération de Paris, les escarmouches commençaient aussi à se multiplier : de petits groupes de FFI tiraient çà et là sur des patrouilles allemandes en déplacement, attaquaient les voitures légères allemandes pour essayer de récupérer des armes. Mais le courage, voire la témérité de ces combattants, qui se manifestait tout au long de cette semaine, ne pouvait pas masquer le caractère dérisoire du combat qu'on leur faisait mener face à la puissance dont disposait l'armée allemande. Leur courage ne suffisait pas non plus à donner à cette « insurrection de Paris » un caractère de soulèvement de masse qu'elle n'eut jamais.

20 AOÛT : La trêve et l'occupation des ministères

■ Le matin du 20 août, la trêve négociée la veille uniquement pour la Préfecture, était étendue par un accord entre le commandement allemand et le Conseil national de la résistance et les délégués du gouvernement, à tous les bâtiments publics civils.

Craignant de s'être laissés entraîner un peu trop tôt à l'action par le Comité parisien et de risquer de se trouver dépassés par les communistes avant que l'armée de Leclerc ait le temps d'atteindre Paris, les représentants de De Gaulle cherchaient à gagner du temps.

De leur côté, les représentants du gouvernement provisoire poursuivaient leur prise de contrôle sur les administrations à peine ébauché la veille.

Dans la nuit du 19 au 20 août, on avait déjà fait occuper l'Hôtel de Ville (sans prévenir les dirigeants communistes du Comité parisien de libération). Et dans la journée, le nouveau préfet de Paris y prenait son poste.

Et ce dimanche 20 août, la plupart des ministères voyaient arriver leur nouveau secrétaire général. Au ministère de l'Intérieur, dont les principaux services

avaient été transférés à Vichy, l'officier qui, avec un peloton de la garde, avait mission d'y demeurer pour attendre le retour du maréchal, continua sa garde après le passage du nouveau secrétaire, pour la résistance cette fois.

Le 21 août, à l'Hôtel Matignon, l'envoyé du gouvernement provisoire chargé d'occuper les lieux fut reçu par un « impeccable Présentez-arms de la garde personnelle de Laval » (le chef du gouvernement de Vichy), écrit Henri Noguère (*Histoire de la Résistance en France*). « Il est vrai, commente cet auteur, que le chef des huisiers ayant déjà porté sa chaîne sous deux régimes, en voyait pointer un troisième avec philosophie ».

22-23 AOÛT : Les barricades : donner un air de soulèvement de masse

■ Le 21 au soir, le Comité parisien de libération appelait à former des barricades : « Abattez les arbres, creusez des fossés anti-chars, dressez des barricades. C'est un peuple vainqueur qui recevra les alliés ».

Et dans les journées des 22 et 23 août, il y aurait eu plus de 600 barricades érigées dans Paris. « Sans doute ce chiffre recouvre-t-il des réalités bien différentes, commente H. Denis (dans *Le Comité parisien de*

la libération) depuis le véritable glacis construit sous la direction d'un ancien officier du génie... jusqu'au jeu de construction enfantin qu'un char aurait pu franchir sans coup férir. (...) Beaucoup d'entre elles étaient sans grande utilité militaire. Trop souvent il suffisait d'un obus de 88 pour y ouvrir une brèche par où les chars pouvaient passer. Mais il est juste de reconnaître qu'aussitôt l'engin disparu, la barricade se reformait derrière ».

24 AOÛT : L'arrivée de la division Leclerc à Paris

De Gaulle mettait ses alliés devant le fait accompli

■ Dès le 22 août, sans plus tenir compte des ordres de route que lui avait donnés le commandement allié auquel sa division blindée était normalement soumise, le général Leclerc décidait d'envoyer en avant-garde un détachement de chars sur Paris. « J'entends vous rappeler clairement que la deuxième division blindée est sous mon commandement », précisait aussitôt un rappel à l'ordre du général américain Gerow. « Je vous donne l'ordre de faire revenir immédiatement le détachement »... Mais la décision

de De Gaulle et Leclerc était de toute façon prise de passer outre, et le commandant en chef américain Eisenhower n'eut plus qu'à l'entériner le 23 août en donnant à la 2^e DB de Leclerc l'ordre de marcher sur Paris.

Le 24 août au soir, le premier détachement de la division Leclerc entra dans Paris et prenait ses quartiers place de l'Hôtel de Ville. Le lendemain matin, c'était le gros de la deuxième division blindée, avec le général Leclerc, qui arrivait par la porte d'Orléans.

RIEN NE SUBSISTERA de l'édifice vichyssois, de cet allélu régime de trahison et de boue.

L'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
FONDATEUR: JEAN JAURES
Membre du bureau: L. M. F. (1931-1932)
LE NUMERO: 1000 FRANCS

SEULS LES TRAITRES ONT PEUR DU PEUPLE

L'armée française du général Leclerc fait son entrée dans Paris achevant de briser ses chaînes

Vive la France immortelle !

Honneur aux troupes qui repoussent les hordes hitlériennes !
Vive le Paris des barricades, où la bataille est acharnée !
Gloire aux F.F.I. dont les Francs-Tireurs et Partisans sont les forces de choc !

PLUS FORTS LES COUPS SUR LE BOCHÉ CHANCELANT !

PARIS SE BAT

LE PEUPLE SOVIETIQUE appelle le peuple allemand à la grève insurrectionnelle contre Hitler

NOUVELLE VICTOIRE DE L'URSS. La capitulation de la Roumanie c'est l'effondrement du front sud allemand

Salut aux cheminots parisiens !

25-26 AOÛT : Pélerinage au ministère de la Guerre, Te Deum et absolution

■ Une foule immense en liesse s'était massée dans l'après-midi du 25 sur tout le long du trajet séparant la Porte d'Orléans de Notre-Dame pour assister à l'entrée triomphale du général De Gaulle. Mais oh ! surprise, à peine entrée dans Paris, à hauteur de la place d'Alésia, la voiture du général obliquait et empruntait l'avenue du Maine déserte. De Gaulle n'avait pas l'intention d'avoir l'air de devoir son pouvoir à ceux, les membres du Comité de libération, qui l'attendaient sur le balcon de l'Hôtel de Ville où il n'irait que bien plus tard dans la soirée. Après un bref arrêt au quartier général de Leclerc, gare Montparnasse, il se rendit au ministère de la Guerre.

Le défilé du lendemain sur les Champs-Élysées servit d'apothéose à la libération de Paris et d'intronisation solennelle de De

Gaulle au pouvoir. Il était suivi d'un *Te Deum* à Notre-Dame, comme il se doit de rendre grâce aux dieux après chaque grande victoire militaire. Mais la cérémonie n'était célébrée que par un archiprêtre, le cardinal de Paris ayant si peu de temps auparavant célébré les obsèques nationales du dirigeant pétainiste Philippe Henriot, et si longtemps servi fidèlement le régime de Vichy qu'on avait préféré l'écarter. « L'archiprêtre vint me transmettre le salut, les regrets et la protestation du cardinal », écrit De Gaulle dans ses mémoires. « Je le charge d'exprimer à Son Eminence mon respect en matière religieuse, mon désir de réconciliation au point de vue national et mon intention de le recevoir avant peu ».

Après la police, la gendarmerie, les grands corps d'Etat, le cardinal aussi recevait l'absolution.

Grande-Bretagne

C'est aux travailleurs eux-mêmes de prendre en main la solidarité avec les mineurs

Dans une dizaine de jours, le 5 septembre, cela fera six mois que les mineurs britanniques auront été en grève contre les suppressions d'emplois dans les mines. Six mois que 140 000 grévistes affrontent les difficultés matérielles que crée un aussi long mouvement. Six mois qu'ils font face aux incessantes brimades de dizaines de milliers de policiers, dont l'unique travail (si l'on peut appeler cela ainsi) consiste désormais à interpellier des grévistes sous les prétextes les plus divers pour les remettre à la justice, non seulement sur les piquets de grève, mais aussi sur les routes, aux portes des super-marchés ou même tout simplement chez eux.

Depuis six mois, leur résolution a valu aux mineurs d'innombrables démonstrations de solidarité dans le reste de la classe ouvrière. Sur le plan matériel d'abord, avec les millions de francs collectés dans tout le pays pour leur venir en aide. Sur le plan de la lutte ensuite grâce au boycott du charbon que des milliers de cheminots, de dockers et de marins observent depuis des mois, et aussi grâce aux 13 jours de grève nationale des dockers en juillet.

Non, la solidarité des travailleurs britanniques n'a pas manqué et ne manque pas aux mineurs en grève. Et si, six mois après le début du mouvement, ils sont toujours seuls en lutte, ce n'est certainement pas dû à un manque de combativité dans le reste de la classe ouvrière.

D'ailleurs le CBI, le CNPF britannique, ne s'y trompe pas lorsqu'il lance cet avertissement dans un rapport confidentiel destiné à ses adhérents : « Le climat est en train de se durcir. On ne saurait trop mettre en garde contre les risques de conflits sociaux ». Et, en fait, depuis le mois de mars, on a assisté à une recrudescence des mouvements de grève, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. A une exception près — celle de la grève des dockers de juillet dernier — les grévistes se sont battus pour des revendications locales. Et certaines de ces grèves, en particulier celles contre des licenciements, ont pris le caractère de conflits durs.

Mais surtout le point commun de tous ces mouvements a été la volonté manifeste des dirigeants syndicaux d'en préserver le caractère local ou sectoriel, voire même dans le cas de la grève nationale des dockers en juillet de transformer une grève issue d'un mouvement spontané de solidarité envers les mineurs en une grève sur des revendications spécifiques aux dockers, et même en fait à une catégorie particulière de dockers !

C'est encore la même politique que les deux syndicats de cheminots sont en train de mettre en œuvre face aux

18 000 suppressions d'emplois qui menacent cette catégorie de travailleurs. Le 10 août, les 35 000 ouvriers des ateliers d'entretien des chemins de fer ont été appelés à une grève de 24 heures pour le maintien de l'emploi, tandis qu'une autre grève de 24 heures aura lieu début septembre pour le personnel d'exploitation, et une troisième grève pour celui du réseau londonien le 12 septembre. Il est vrai que les conducteurs de bus, auxquels les dirigeants syndicaux nationaux ne demandaient rien, ont d'ores et déjà décidé de se joindre à la grève du 12 septembre. On parle également d'une grève du zèle qui pourrait démarrer à la fin septembre dans certains secteurs. Bref, tout est fait pour atomiser le mécontentement des travailleurs.

Ce refus des dirigeants syndicaux de s'appuyer sur l'élan créé par la grève des mineurs pour donner un objectif commun au mécontentement des travailleurs et faire voler en éclat l'austérité patronale et gouvernementale, apparaît de façon encore plus manifeste aujourd'hui, alors que se prépare le congrès du TUC qui doit s'ouvrir le 3 septembre.

Car en-dehors de quelques motions de solidarité avec les mineurs que proposeront les minorités de gauche de certains syndicats, rien dans les discussions préliminaires actuellement en cours n'indique qu'on y discutera de l'organisation d'une offensive générale contre l'austérité appuyée sur les mineurs en grève. Au contraire, certains dirigeants syndicaux comme ceux de l'EETPU, le syndicat des électriciens, ont annoncé qu'ils se feraient les porte-paroles des adversaires de la grève des mineurs. D'autres, qui se déclarent partisans des mineurs ont par avance posé les limites de leur solidarité : ainsi le leader de l'AUEW, le puissant syndicat des métallos, a tenu à dire qu'il lui serait impossible d'engager la solidarité financière de son syndicat sans un vote national à bulletin secret pour consulter ses adhérents, vote qui peut prendre des semaines et... dont il s'est bien gardé de fixer la date. Quant



Manifestation de travailleurs gallois à Pontypridd après l'annonce de la saisie des fonds du syndicat des mineurs du pays de Galles au début août.

aux syndicats qui jusqu'ici se sont montrés les plus favorables aux mineurs, en particulier celui des transports, les deux syndicats de cheminots, et le syndicat des marins, ils comptent proposer non pas une action concertée de l'ensemble du TUC contre l'austérité, mais l'organisation d'une campagne contre les atteintes aux droits acquis des syndicats mis en cause par les lois passées depuis deux ans par le gouver-

nement Thatcher ! On est loin d'un objectif susceptible d'unifier les luttes de l'ensemble des travailleurs ou de renforcer la grève des mineurs !

C'est dire que, malgré la traditionnelle « rentrée sociale » de septembre, les mineurs n'ont encore cette fois-ci rien à attendre des dirigeants syndicaux. S'ils peuvent nourrir des espoirs — et le fait que, après six mois de grève, leur mouve-

ment soit toujours aussi solide au retour de la période des congés leur donne de bonnes raisons d'en avoir — c'est sur la solidarité des travailleurs qu'ils doivent compter, sur cette solidarité qui a immobilisé tous les ports britanniques en juillet, et qui pourrait bien encore une fois se manifester dans les semaines à venir.

François ROULEAU

ETATS-UNIS

Les trusts rançonnent

En juillet, pour le septième mois consécutif, les ventes de voitures particulières aux USA ont augmenté, atteignant la cadence mensuelle de 890 200 véhicules. Plus de 6 millions de voitures auront été vendues sur le marché américain depuis le début de l'année, ce qui représente une augmentation de près de 20 % par rapport à la même période l'an dernier.

Bien sûr Reagan et ses experts économiques tirent argument de ces résultats, à la fois comme manifestation éclatante selon eux de la fameuse reprise économique dont ils parlent depuis si longtemps, mais aussi comme démonstration de l'efficacité de la politique de « rationalisation » menée par les trusts de l'automobile.

Mais, selon le journal *Les Echos* du 21 août, les patrons de ces trusts se montrent quant à eux plus réservés, exprimant en particulier leur crainte d'une nouvelle diminution des ventes en cas de hausse des taux d'intérêts. Perspective vraisemblable, une fois passées les élections présidentielles de décembre.

Mais si on ne peut guère considérer la hausse des chiffres de vente de l'automobile comme l'indice tangible d'une reprise économique durable, en revanche, les profits fabuleux réalisés depuis le début de l'année par les trusts automobiles en disent long sur la politique de « rationalisation » qu'ils ont menée. Il suffit de comparer la relative modestie de la progression des ventes de voitures avec l'augmentation colossale des profits : + 90 % par rapport au premier semestre 1983 pour General Motors, + 100 % pour Ford et + 200 % pour Chrysler ! Autant dire que la « rationalisation » a surtout consisté pour ces trusts à s'assurer le maintien de leurs profits quoi qu'il arrive et que, du coup, la moindre augmentation des ventes se traduit par une hausse spectaculaire des profits.

Pour atteindre un tel résultat, les trusts de l'automobile ont dû réduire considérablement leurs coûts de production. Réduction qui, comme le montre l'article du journal trotskyste américain *Spark* que nous publions ci-dessous, a été et est tou-

jours payée au prix fort par les ouvriers américains.

En fait, cela fait trois ans que les trusts de l'automobile pratiquent aux USA la politique que Fabius entreprend de mettre en œuvre aujourd'hui dans l'automobile française. Trois ans au cours desquels les ouvriers américains ont dû céder sur les emplois, sur leur niveau de vie et une partie de leur couverture sociale, et sur leurs conditions de travail. Trois ans qu'au nom des nécessités de la modernisation et de la compétitivité de l'industrie américaine, patronat et syndicats se sont entendus pour rançonner la classe ouvrière américaine. Et tout cela pourquoi ? Eh bien, on le voit aujourd'hui, que les affaires semblent vouloir reprendre un peu : pour grossir les profits des trusts, au prix d'une aggravation des conditions d'existence de l'ensemble de la classe ouvrière, et comme la logique du profit est la même des deux côtés de l'Atlantique, l'expérience des travailleurs américains nous montre par avance ce que sont les objectifs réels des dirigeants de l'automobile en France et de leurs plans de modernisation.

Le gouvernement britannique jette de l'huile sur le feu

Pour la première fois depuis plus de sept ans, des émeutes ont éclaté à Belfast, non pas dans des quartiers catholiques, mais dans les secteurs protestants de Shankill Road et de Belfast Est.

Pendant cinq jours, des centaines de manifestants, essentiellement des jeunes, se sont affrontés avec la police, à coups de pierres et de cocktails Molotov. Et même les appels au calme des politiciens de l'extrême-droite protestante appartenant au Parti Unioniste Démocrate de Paisley, et de la milice clandestine qui lui est liée (l'UVF ou Force des Volontaires d'Ulster), ont été impuissants à arrêter les affrontements.

Cette explosion de colère semble faire suite à la manifestation organisée le 12 août à Belfast par le Sinn Féin.

Au cours de cette manifestation, le RUC — la police d'Irlande du Nord — était intervenue avec une rare violence pour empêcher un orateur américain invité par le Sinn Féin de prendre la parole. Face aux réactions d'indignation des 3 000 manifestants, le RUC avait tiré dans la foule avec des balles de plastique dites « non mortelles » et un jeune manifestant de 25 ans, Sean Downes, avait été tué net par une balle tirée à bout portant. Tout l'incident, y compris le meurtre de Sean Downes, avait été par hasard filmé en direct par plusieurs chaînes de télévision présentes, provoquant un gros scandale en République d'Irlande, en Grande-Bretagne et aux USA. Du coup, le secrétaire d'Etat britannique chargé de l'Irlande du Nord, James Prior, avait publiquement

déclaré que l'intervention du RUC était due à une erreur de sa part, et qu'il n'aurait jamais dû tenter d'interdire à un orateur de prendre la parole.

Le coup de publicité dont a ainsi bénéficié le Sinn Féin, et donc l'IRA qui lui est liée, en même temps que les regrets exprimés publiquement par Prior, ont immédiatement déclenché la fureur des dirigeants de l'extrême-droite protestante contre le « parti-pris des médias en faveur de l'IRA », et du coup ils se sont mis à exiger la démission de Prior. C'est alors que les affrontements ont commencé dans Shankill Road, débordant rapidement les dirigeants protestants.

La violence inhabituelle de la réaction des quartiers protestants de Belfast illustre la tension croissante qui s'est développée en Irlande du Nord depuis près de deux ans autour des méandres de la politique britannique.

Cela fait en effet déjà plusieurs années que la politique du gouvernement britannique cherche la voie d'un désengagement du borbier dans lequel il s'est enlisé en Irlande du Nord. Sur le plan économique, cet enlèvement lui coûte une fortune tant en dépenses militaires qu'en subventions de tous ordres. Et sur le plan politique, il ne peut même pas compter sur son propre électoral pour le soutenir sur ce terrain puisque, selon un sondage publié ces derniers jours, 49 % des électeurs conservateurs se déclarent favorables à un désengagement total en Irlande du Nord (53 % à l'échelle de toute la population).

C'est dans la perspective de ce désengagement que le gouvernement britannique a pris une série d'initiatives. C'est ainsi, en particulier, qu'il a noué des relations étroites avec le gouvernement de République d'Irlande, réintroduit une Assemblée élue d'Irlande du Nord et promu le « Forum pour une Irlande nouvelle » regroupant toutes les formations politiques désireuses d'y participer au nord comme au sud.

Toutes ces initiatives ont déclenché des réactions d'hostilité dans les rangs protestants qui y ont vu des pas supplémentaires vers la création d'une Irlande unifiée où ils perdraient leur suprématie.

Parallèlement à ces initiatives prudentes des Britanniques, l'IRA a accru son influence sur la population catholique de façon sensible, utilisant au mieux l'arène électorale pour acquérir la crédibilité et la respectabilité qui lui manquaient, au point qu'à partir de la fin 1982, les candidats du Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA, n'ont cessé de recueillir entre 30 % et 40 % des voix catholiques, menaçant de détrôner le Parti Travaille Social Démocrate qui détenait jusqu'alors une espèce de monopole sur l'électorat catholique.

Et en contre-coup de la politique britannique comme des progrès de l'IRA, on a assisté dans le même temps à un déplacement électoral très net vers la droite dans les rangs protestants, au point que le DUP de Paisley recueille désormais à lui seul entre 50 et 60 % des voix protestantes.

Du coup le gouvernement britannique se trouve dans une situation sans issue. Du côté catholique, il semble de plus en plus clair qu'il n'y aura pas de règlement politique en Irlande du Nord sans la participation directe de l'IRA. Mais du côté protestant, l'influence pour l'instant majoritaire du DUP de Paisley rend impensable une réunification des deux Irlandes sous quelque forme

que ce soit, et surtout avec la participation de l'IRA.

Alors le gouvernement anglais se trouve réduit à expédier les affaires courantes, en s'efforçant d'empêcher les ailes radicales protestantes et catholiques de prendre trop de poids. D'un côté il multiplie, par RUC interposé, les brimades dans la population catholique et les arrestations de militants républicains. Mais de l'autre, il intensifie la répression contre les commandos de l'UVF dont les assassinats de plus en plus nombreux risquent de lui faire perdre le contrôle de la situation : c'est ainsi qu'une autre cause de colère de la part des émeutiers protestants de Belfast était le procès en cours contre 47 activistes de l'UVF accusés par un mouchard de nombreux meurtres, tortures et enlèvements.

Au bout du compte, le résultat le plus clair de cette politique au coup par coup, c'est de mécontenter tout le monde, d'accroître encore plus le fossé existant entre les deux communautés. Au lieu de détendre la situation, la politique du gouvernement britannique ne fait que la rendre encore plus explosive : et si l'explosion finit par se produire, comme lors des affrontements intercommunautaires de 1968-1969, c'est lui qui en portera l'entière responsabilité.

F.R.

de l'automobile les travailleurs



Extrait de
« The Spark »
(n° 261 - 6 août 1984)

« L'UAW (Syndicat unifié des travailleurs de l'automobile) a maintenant entamé les négociations avec Ford et General Motors à propos du prochain accord salarial. Par comparaison avec les années précédentes où les compagnies avaient exigé des concessions draconiennes de la part des travailleurs, les conditions posées cette année par les représentants patronaux peuvent paraître modérées.

Il est bien sûr possible que les représentants patronaux aient des exigences cachées. Mais pour l'instant, ils donnent l'impression de gens qui souhaitent plus ou moins s'en tenir aux conditions du contrat en vigueur, bien sûr avec tous les petits à-côtés

plus ou moins visibles qu'il comporte pour eux. (...)

Les concessions faites sur leurs salaires depuis 1982 par les ouvriers de Ford et de GM représentent environ 6 000 dollars (54.000 F), pour chacun d'eux. Supposons que GM accorde une augmentation, si elle n'inclut pas toutes les augmentations auxquelles les travailleurs ont dû renoncer auparavant, cela signifie que les concessions sur les salaires vont se perpétuer indéfiniment. Pour prendre un exemple : s'ils ne font que rétablir l'augmentation annuelle de 3 %, cela donnera une augmentation dont le minimum sera de 3 % du salaire de base de 1982 (86 F) alors que sans les concessions le calcul aurait été fait sur un salaire de base de 92 F. Etalée sur toute la durée d'un contrat de trois ans, sur la base d'un horaire hebdomadaire de 40 h, cela signifie une perte sèche de 23.400 F pour chaque ouvrier.

Mais il y a pire que les concessions sur les salaires : ce sont celles sur l'emploi. Depuis 1980, 230 000 ouvriers de l'automobile se sont retrouvés à la rue. Les patrons n'envisagent pas de les réembaucher. Chacun de ces emplois perdus constitue une concession de plus.

Les patrons maintiennent ces ouvriers au chômage en imposant aux autres des cadences infernales et des heures supplémentaires. C'est ce qu'ils appellent « la productivité ». Ils sont fiers d'avoir réussi à accélérer le travail de chacun au point que la production annuelle par ouvrier est passée de 14 voitures en 1978 à 22 voitures aujourd'hui. Non seulement les ouvriers perdent de l'argent, mais les patrons ont si bien ficelé les choses que 22 voitures ne leur coûtent aujourd'hui pas plus cher en salaire que ce que leur coûtaient 14 voitures en 1978 ! Et il n'y a rien qui limite a priori de telles accélérations des cadences. Les patrons font d'une pierre deux mauvais coups : ils privent une partie des ouvriers de leur gagne-pain pendant que l'autre partie se tue au boulot.

Face à une situation aussi grave, quelle riposte propose la direction de l'UAW ? Aucune. Au lieu de préparer les travailleurs à se battre pour regagner ce qu'ils ont perdu, les dirigeants syndicaux avancent des tas d'excuses pour ne rien faire.

Ils disent qu'une grève de longue durée compromettrait les chances de Mondale de se faire élire. Comme si Mondale, une fois élu, allait s'opposer à Ford ou à GM. Ils disent que la sécurité de l'emploi doit passer avant le reste. Comme si on pouvait parler de sécurité de l'emploi avec des cadences qui ne cessent de monter, créant du



chômage partout. Ils disent que les travailleurs doivent voir les choses à plus long terme, et que les négociations doivent servir à l'emploi des générations à venir. Ils disent que les patrons ont besoin de faire des profits pour pouvoir investir dans l'industrie américaine.

Mais regardez donc les revenus que se font les patrons aujourd'hui ! GM gagne 724 dollars (6.516 F) PAR VOITURE, Ford 608 dollars (5.472 F) et Chrysler... 1 408 dollars (12.672 F) ! Ils ont tout l'argent qu'il faut pour investir. Mais qu'est-ce qu'ils en font ? Ils donnent d'énormes primes à des directeurs qui n'en ont pas besoin. Ils achètent d'autres sociétés : GM a acheté la moitié

d'une entreprise d'ordinateurs, et de grosses participations dans trois sociétés qui fabriquent des robots. Ils donnent de gros dividendes à leurs actionnaires, ils spéculent sur le marché monétaire et en Bourse. Et quand effectivement, ils investissent, c'est dans des équipements destinés à remplacer les ouvriers. Aujourd'hui, alors qu'ils ont les fonds, ils font tout sauf investir pour créer de nouveaux emplois ! On voit mal quelle magie les ferait agir autrement demain.

A voir les syndicats essayer de faire avaler des prétextes aussi vaseux, on ne peut qu'en conclure qu'ils ont décidé d'essayer d'éviter le déclenchement d'un conflit. (...)

Indira Gandhi se débarrasse d'opposants

Pour la deuxième fois en quinze jours, Indira Gandhi s'est débarrassée d'opposants qui se trouvaient à la tête de gouvernements régionaux tout simplement en achetant une partie des députés qui les soutenaient.

Début août, le gouvernement du Cachemire était renversé. Jeudi 16 août, c'était au tour du gouvernement de l'Etat de l'Andhra Pradesh d'être destitué et dans les deux cas, le gouvernement Gandhi a corrompu des députés et politiciens pour qu'ils retournent leur veste et soutiennent les nouveaux dirigeants. Ces nouveaux dirigeants d'ailleurs appartenaient eux-mêmes aux partis régionalistes opposés au Parti du Congrès de Mme Gandhi, jusque-là du moins !

Bien sûr, la corruption des politiciens, c'est une chose, mais pour faire taire la contestation populaire dans un pays d'au moins 700 millions d'habitants, dont 42 % vivent en dessous du seuil de pauvreté, et où près du quart s'entasse dans les bidonvilles géants des grandes agglomérations comme Bombay, Madras, Calcutta ou New Delhi, dans un dénuement difficilement imaginable, il a fallu une fois de plus faire donner la police.

Ces coups d'Etat légaux ont été accompagnés de centaines d'arrestations dans la capitale du Cachemire où un couvre-feu a été imposé. Dans l'Etat de l'Andhra Pradesh, la police a

ouvert le feu sur les manifestants, tuant « officiellement » deux personnes, alors que les affrontements récents avaient déjà fait plus d'une vingtaine de morts. La capitale de l'Etat est en grève.

Cela n'a pas empêché des dizaines de milliers de personnes de se retrouver à un rassemblement organisé par l'opposition en Andhra Pradesh et l'agitation, à ce qu'on sait, gagnerait deux Etats voisins où les manifestants contre Indira Gandhi descendent dans la rue.

Aujourd'hui, après 35 ans de pouvoir quasi ininterrompu, dans un contexte de crise — en 1981 le gouvernement central s'est endetté en contractant auprès du FMI un emprunt de 5,8 milliards de dollars dont une bonne part a servi à équiper l'armée en *Mirage* — le mécontentement populaire a grandi et s'est déjà exprimé à maintes reprises par des grèves (notamment celle des 250 000 ouvriers du textile de Bombay qui en 1982 sont restés 10 mois en grève) ou par des manifestations, au travers d'une multitude de revendications ethniques et sociales.

Mais, et c'est paradoxalement ce qui semble le plus inquiéter le Parti du Congrès dans l'immédiat, ce mécontentement pourrait bien s'exprimer lors des prochaines élections générales qui doivent avoir lieu à la fin de l'année...

A.G.

JAPON

Le scandale des hôpitaux psychiatriques

Les hôpitaux psychiatriques japonais sont mis en accusation par la sous-commission des Droits de l'Homme à l'ONU. Selon celle-ci, 80 % des 320 000 personnes hospitalisées l'ont été contre leur gré, et la durée de cette hospitalisation forcée est de 6 ans et demi en moyenne. On les empêche de communiquer à l'extérieur et de demander un avocat.

La commission cite le cas d'un hôpital situé à 200 km de Tokyo où, au cours des trois dernières années, 222 malades seraient morts après avoir été drogués, battus, parfois astreints au travail forcé dans une usine de surgelés appartenant à l'un des psychiatres.

Ce Japon qu'on nous présente comme un modèle de

réussite capitaliste est un véritable repoussoir dans le domaine social. Dans la course effrénée à la production dans des secteurs rentables sur le marché mondial, le rouleau compresseur du capitalisme japonais réduit à leur plus simple expression les secteurs vitaux pour la population. Tout comme un pays sous-développé, il manque d'équipements sociaux, de routes, de logements, de transport.

Et la cruauté du système psychiatrique est à la mesure de ce capitalisme décadent qui contraint toute une population au travail intensif et passe sur le corps des laissés-pour-compte, vieux, marginaux, malades.

Un million de manifestants contre la dictature



Mardi 21 août, plus d'un million de manifestants ont commémoré à Manille le premier anniversaire de l'assassinat de Benigno Aquino, leader de l'opposition libérale à la dictature du président Marcos.

C'est en effet le 21 août 1983, alors qu'il venait de quitter l'avion qui le ramenait des Etats-Unis après de longues années d'exil, qu'Aquino fut abattu par un truand, sans doute à la solde de Marcos. Cette exécution sommaire d'un dirigeant prestigieux de l'opposition avait déclenché une gigantesque vague de protestations dans le pays. Deux millions de personnes avaient manifesté à Manille à l'occasion de l'enterrement d'Aquino, le 31 août 1983.

Et il semble que depuis un an l'opposition à la dictature n'ait fait que se renforcer. Cela s'est manifesté en particulier lors des élections générales du mois de mai où, malgré l'organisation sur une grande échelle de la fraude électorale, et malgré l'appel au boycott lancé par une partie de l'opposition, le parti de Marcos, le KBL (Mouvement pour une nouvelle société) n'a remporté qu'une faible majorité avec 116 sièges sur 200.

En fait le régime de Marcos semble faire l'unanimité contre lui. Ainsi dans la hiérarchie catholique conservatrice, dont le chef de file, le cardinal Sin, a pris ouvertement position en faveur d'une union nationale qui regrouperait toutes les forces d'opposition y compris celles de la guérilla communiste, mais aussi dans les rangs de la

bourgeoisie d'affaires qui redoute les risques d'explosion que crée la dictature et voudrait restreindre les privilèges exorbitants du clan que constitue la clientèle personnelle de Marcos. D'ailleurs, lors de la manifestation du 21 août, le correspondant du journal *Libération* rapporte que le quartier des affaires de Manille était désert et que bon nombre de patrons avaient donné leur journée aux salariés. Enfin et surtout dans les rangs de la population pauvre du pays, qui paie au prix fort — 30 % de chômeurs et une inflation de 50 % pour les six premiers mois de 1984 — le prix de la faillite économique du régime. C'est ainsi que, depuis un an, le mouvement syndical, largement décimé par la répression au cours des années précédentes, a retrouvé de nouvelles forces, avec en particulier la formation d'une centrale syndicale — le KMU ou Mouvement du 1^{er} mai — qui s'est trouvée à la tête de bon nombre de mouvements sociaux contre les fermetures d'usines entre autres. Tandis que dans les campagnes, la guérilla communiste de la Nouvelle Armée du Peuple et celle des musulmans Moros du sud se sont développées : selon des experts américains cités par *Le Monde*, la guérilla contrôlerait aujourd'hui 17 % des villages philippins.

Face à cette montée de l'opposition, Marcos se maintient au pouvoir avec les armes de la dictature : des centaines d'opposants ont ainsi payé de leur vie leur participation à la campagne de

boycott des élections en mai dernier (il y a eu 109 morts le jour même des élections). On parle beaucoup également d'un plan d'élimination des dirigeants de l'opposition, qui serait en quelque sorte une systématisation de la pratique des « disparitions » dont la police politique de Marcos s'est fait une spécialité.

Mais aujourd'hui, même le traditionnel allié de Marcos, l'impérialisme américain, semble traîner les pieds : après l'annulation spectaculaire du voyage de Reagan à Manille en novembre dernier, c'est maintenant le Fonds monétaire international qui aurait exigé, entre autres conditions à un nouveau prêt au régime, des mesures qui visent directement les privilèges du clan Marcos. Bref, sans vraiment lâcher Marcos, l'impérialisme tient à prendre quelques distances vis-à-vis d'un régime qui devient trop déconsidéré. Et de là à ce que les stratèges américains se mettent à rechercher dans les rangs de l'opposition bourgeoise un remplaçant à Marcos...

Quoi qu'il en soit, les manifestations d'opposition au régime vont continuer. D'ores et déjà une nouvelle démonstration de force est prévue pour le 21 septembre, pour le 12^e anniversaire de l'instauration de la loi martiale. Il n'est pas sûr que la terreur, qui a si bien réussi à Marcos depuis 19 ans, suffise à maintenir le régime en place pendant longtemps encore.

François ROULEAU

« Siège » de Paul Donovan

Primé au dernier festival fantastique de Paris, *Siège* n'est pourtant ni un film de science-fiction, ni un film fantastique mais un véritable film à suspense.

Profitant d'une grève de la police, à Halifax (Canada), une bande de ner-vis fascistes fait une descente dans un club fréquenté par des homosexuels. Voulant donner

une « leçon » au barman, les brutes le tuent. Leur chef décide d'éliminer tous les témoins de l'assassinat. L'un d'eux, un jeune homme, parvient à s'enfuir, les fascistes se ruent à sa poursuite dans la nuit. Traqué, le jeune homme trouve refuge dans une maison habitée par un groupe de jeunes sympathiques qui refusent de le livrer. Les ner-

vis surarmés commencent le siège de la maison avec la froide intention de tuer tous ses habitants.

Le suspense commence. Il nous tient en haleine jusqu'à la dernière et surprenante image. Ce film, très bien fait, s'il montre la violence (il y a beaucoup de morts), n'est ni complaisant ni ambigu.

A.S.

« Frankenstein 90 » d'Alain Jessua

De nos jours, un descendant de l'illustre famille des Frankenstein (Jean Rochefort) décide de rester fidèle aux expériences de sa famille et crée une nouvelle créature, Frank (Eddy Mitchell).

Mais ce Frankenstein à la sauce 90 est plutôt fade et

même quelquefois sinistre. L'humour y est souvent absent, même si Eddy Mitchell a l'air de bien s'y amuser.

Pour ceux qui habitent la région parisienne, *Frankenstein Junior* de Mel Brooks ressort cette semaine au Studio

Bertrand (Paris 7^e - VO), car le *Frankenstein 90* est plutôt à éviter. Que voulez-vous, ça arrive de louper...

M.L.



Sélection

Films récents...

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT. de Robert Zemeckis.

Les aventures d'une romancière américaine aux prises avec la jungle colombienne et plein d'autres dangers... De l'aventure, de l'humour et de l'amour !

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Paramount Odéon 6^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. UGC Gobelins 13^e. Nation 12^e. Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. Sept Parnassiens 14^e (vo). Gaumont Convention 15^e. Trois Murs 16^e. Paramount Maillot 17^e. Images 18^e. Secrétan 19^e. Gambetta 20^e.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE. de Steven Spielberg.

Là aussi, de l'aventure, de l'humour, du danger et bien sûr de l'amour.
Capri 2^e. Ciné Beaubourg Les Halles 3^e (vo). Georges V 8^e (vo). Montparnasse Pathé 14^e.

L'ETOFFE DES HÉROS. de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures.
UGC Champs-Élysées 8^e (vo).

UNDER FIRE. de R. Spottiswood.

A travers le reportage d'une équipe de journalistes, la guerre civile au Nicaragua au moment du départ de Somoza.
Ciné Beaubourg 3^e (vo). UGC Odéon 6^e (vo). UGC Biarritz 8^e (vo). UGC Boulevard 9^e. Les Montparnasse 14^e. 14 Juillet 15^e (vo).

CARMEN. de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Vendôme 2^e. Monte Carlo 8^e. Publicis Matignon 8^e.

RUE CASES-NÈGRES. de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.
Epée de Bois 5^e. UGC Gare de Lyon 12^e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE. de Jamis Uys.

Une satire désopilante des « bienfaits » de la civilisation occidentale en Afrique du Sud.
Forum Orient Express 1^{er} (vo). Impérial 2^e. George V 8^e (vo). Convention St-Charles 15^e.

LE BAL. d'Ettore Scola.

De 1936 à aujourd'hui, l'histoire vue dans les bals. Ettore Scola a filmé le spectacle du campagnol.

Studio de la Harpe 5^e.

LA TRACE. de Bernard Favre.

La vie d'un colporteur dans le nord de l'Italie, dans les années 1860. De très belles images.
Lucernaire 6^e.

... et moins récents

LES BLUES BROTHERS. de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour.
UGC Danton 6^e (vo). Biarritz 8^e (vo).

FAME. de Alan Parker.

La passion de jeunes élèves pour la musique, la danse... et la réussite sociale !
Saint-Michel 5^e (vo). Élysées Lincoln 8^e (vo).

NOBLESSE OBLIGE. de Robert Hamer.

On n'a parfois pas le choix : il faut assassiner les membres de sa famille ! Un chef-d'œuvre de l'humour britannique.
Action Ecoles 5^e (vo).

EL. de Luis Bunuel.

La jalousie jusqu'à la paranoïa.
14 juillet Parnasse 6^e (vo).

AMERICA, AMERICA. de Elia Kazan.

De la Turquie au « rêve » américain, vu par un jeune émigrant.
Reflét Quartier Latin 5^e (vo).

UNE ÉTOILE EST NÉE.

La façon dont le show-business sélectionne une star. Hollywood vu par Hollywood avec Judy Garland.
Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Publicis Saint-Germain 6^e (vo). Colisée 8^e (vo). Publicis Champs-Élysées 8^e (vo). Bienvenue 15^e (vo). Kinopanorama 15^e (vo).

DIVA. de J.-J. Beineix.

Les mésaventures d'un petit postier enthousiasmé par l'opéra et la Diva. Un film policier, plein d'humour, étrange et loufoque à la fois.
Rivoli Beaubourg 4^e. Cinoches 6^e.

FRANKENSTEIN JUNIOR. de Mel Brooks.

Deux heures de délire.
Studio Bertrand 7^e (vo).

REPRISES

« Correspondant 17 » d'Alfred Hitchcock

Correspondant 17, tourné en 1940 aux États-Unis, est un film peu connu de Hitchcock. C'est un film d'espionnage dans lequel il y a peu de suspense, pas de sueurs froides mais beaucoup d'humour.

Johnny Jones, reporter dans un journal new-yorkais, est envoyé en mission en Europe. Nous sommes en 1939, à la veille de la guerre. Johnny s'embarque pour Amsterdam où il découvre que des agents des nazis ont kidnappé un diplomate pacifiste hollandais pour lui faire avouer le contenu d'un traité secret. Johnny part à sa recherche et le voilà à Londres. Là, il tombe amoureux de la fille d'un dirigeant du Parti Universel de la Paix, label sous lequel se dissimule en fait une

officine d'espionnage pro-nazie !

A propos de ce film, Hitchcock déclare qu'il ne voulait pas permettre « à la vraisemblance de montrer sa tête ». Et c'est vrai qu'avec les aventures rocambolesques de Johnny, il tint ses promesses.

A la fin du film, le héros se lance dans un éloge sérieux et enflammé des États-Unis qu'il qualifie d'« unique lumière du monde ». C'est qu'à partir de juin 1940, le cinéma américain participe, à sa façon, à l'effort de propagande pour transformer l'état d'esprit neutraliste et pacifiste du peuple américain.

Mais malgré cela, le film reste une fantaisie que l'on voit avec plaisir.

André SIMON

« La soif du mal » d'Orson Welles

Un homme d'affaires américain et sa maîtresse sont victimes d'un attentat dans une ville à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Quinlan (Orson Welles), un flic américain, va enquêter. Un autre flic, Vargas (Charlon Heston), mexicain celui-là, s'intéresse aussi à l'affaire. Entre les deux hommes ça va être l'affrontement. Quinlan, c'est le flic alcoolique et véreux qui cogne pour faire avouer les suspects et n'hésite pas à fabriquer les preuves quand elles font défaut. Vargas, quant à lui,

veut mener l'enquête dans le cadre de la loi.

Certains scènes, comme la rencontre entre Orson Welles, énorme, adipeux, et la belle Marlène Dietrich, en tenancière fatiguée de bordel mexicain, sont à elles seules un vrai régal.

C'est un film noir où évoluent des fripouilles de toutes sortes, mais un film qui dépeint à sa manière l'arbitraire du pouvoir policier.

A.S.

« L'almanach du Père Peinard - 1884-1899 »

Les éditions Papyrus viennent de reproduire cinq numéros réunis en volume de *L'almanach du Père Peinard* qui parurent entre 1894 et 1899. Ce sont les almanachs du journal anarchiste du même nom dont Emile Pouget, militant anarchiste, pionnier du syndicalisme révolutionnaire et, de 1901 à 1908, secrétaire-adjoint de la CGT, avait été le fondateur.

L'almanach du Père Peinard est écrit dans un style populaire, argotique, reprenant un peu le style du journal *Le Père Duchesne*, paru pendant la Révolution française, dont, dans une certaine mesure, *Le Père Peinard* se voulait le continuateur.

Les différents articles de l'almanach nous donnent un panorama de l'époque. Plusieurs articles sont consacrés à l'antimilitarisme, qui occupe une grande place dans les différents almanachs. En effet, à l'époque, 200 000 jeunes environ partaient chaque année pour le service militaire. Celui-ci durait trois ans et se faisait au tirage au sort ; autant dire que les fils de la bourgeoisie trouvaient le moyen de ne pas y aller, par exemple en donnant d'énormes sommes d'argent à un fils de paysan — passé au travers du tirage au sort — pour qu'il y aille à leur place.

Dans les casernes régnait une discipline de fer. Celui qui par malheur craquait devant un « conseil de corps » — sorte de conseil de guerre — et il était bon pour le bagne de Biribi. Pour un simple refus d'exécuter un ordre, on pouvait se retrouver dans un pénitencier à exécuter « dix ans de travaux publics ».

Dans d'autres articles, *L'almanach du Père Peinard* tourne en dérision les réformistes, les arivistes, ces faux-amis du peuple qui s'infiltraient dans les rangs du mouvement ouvrier. Il polémique aussi avec les militants socialistes, surtout à propos de la participation aux élections.

Dans un article intitulé *Le grand fiasco*, il passe en revue les cent ans qui séparent son époque de celle de la Révolution française : « On peut toujours passer en revue, du haut en bas de l'échelle sociale — depuis un siècle — y'a rien de changé que les mots : l'exploitation et l'oppression sont kif-kif ! Liberté, Egalité, Fraternité. Trinité de mensonges ! En un siècle, on n'a trouvé moyen de faire flamboyer ces trois mots qu'aux murs des prisons ».

Dans l'affaire Dreyfus, Pouget prit parti : dans un style incisif et mordant, *Le Père Peinard* épingle toute

« cette cléricanaille (qui) braille après la race juive » en expliquant que « les cafards continuent à être ce qu'ils ont toujours été, des persécuteurs !... Si le populo tient à ne pas être roulé une fois de plus, qu'il ne fasse pas le jeu des jésuites en étant antisémite ; il n'y a qu'une solution galbeuse : c'est de faire la guerre à tous les capitalistes sans distinction de race, de religion ou même d'opinion ».

Mais cela dit, *L'almanach* ne comporte pas seulement des articles ; c'est aussi toute une série d'illustrations — des dessins en particulier — de la même veine, des chants révolutionnaires, anarchistes évidemment, sans oublier les chants antimilitaristes comme *La caserne* ou encore *La complainte du bleu*.

Et *L'almanach du Père Peinard*, tout en nous montrant un aspect du courant anarchiste de la fin du XIX^e siècle en France, est (pour paraphraser Emile Pouget) « farci de chouettes histoires et de galbeuses illustrations indispensables pour se tenir la rate en bonne humeur et se décrocher les boyaux de la tête ».

René SICILE

L'almanach du Père Peinard. Ed. Papyrus. 320 pages. 98 F.



« Avant le raz de marée » de Seitu

« ... A tous les patriotes qui œuvrent pour édifier une Martinique indépendante et débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme ; je dédie ce livre », écrit l'auteur dans la présentation de ce « roman martiniquais ». Et il s'agit en effet d'un roman résolument nationaliste qui, certes, dénonce la domination coloniale et l'exploitation capitaliste exercée par les grands propriétaires fonciers blancs de Martinique, mais en se gardant de montrer que parmi les Antillais aussi il y a des nantis, des bourgeois et des prolétaires ouvriers et paysans. Il laisse complètement de côté le problème de savoir au profit de quelle classe sociale pourra se réaliser l'indépendance nationale. Le roman défend ainsi l'idée de la lutte nécessaire pour l'indépendance mais une lutte dans laquelle doivent se retrouver tous unis ouvriers et étudiants, médecins, avocats, tous les « démocrates nationalistes », comme ils se définissent eux-mêmes à un moment du récit.

Inspiré de faits réels, le roman raconte une grève des travailleurs de la canne en Martinique. La colère, sourde tout d'abord, explose bientôt en une force consciente, organisée, grâce en particulier à Shanga. Ce jeune Antillais est revenu profondément marqué par la guerre d'Algérie qu'il a faite et le mouvement nationaliste algérien. Il est désormais décidé à lutter à son tour pour la libération de son peuple du joug de l'impérialisme français. Avec quelques amis des

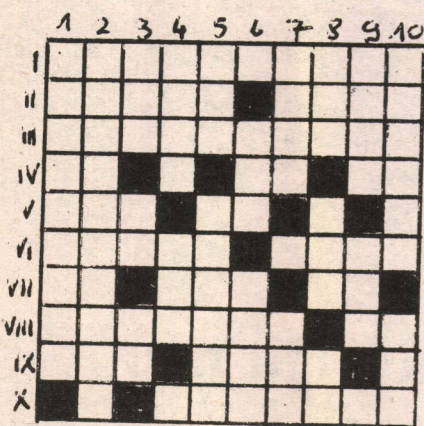
villages, il sait susciter les dévouements, les enthousiasmes, l'acharnement dans la lutte pour de meilleurs salaires, lutte qui s'affronte rapidement au pouvoir colonial et prend un caractère politique. Les travailleurs tiennent bon, malgré l'emploi de jaunes, malgré la mort de onze d'entre eux, victimes de la répression violente. Certains se vengent, se cachent, s'arment sommairement. Face à la menace d'une insurrection générale, un préfet noir est alors nommé qui libère les emprisonnés, décrète l'amnistie et des augmentations de salaire pour calmer la révolte d'abord, mieux la mater ensuite. Mais le feu n'est pas éteint et dans la conscience de leur force, acquise par les travailleurs au cours de la lutte, un grand pas a été franchi vers la libération nationale des Antilles, explique l'auteur.

Dans ce roman, bien des aspects de la société antillaise sont abordés, comme la condition des femmes, les relations entre travailleurs et petits-bourgeois des villes, la défiance envers les syndicats et les partis réformistes, compromis avec la puissance coloniale. Et même s'ils sont dépeints de façon souvent schématique, même si le roman dans sa volonté de trop démontrer prend parfois un ton artificiel, la description de la vie et du combat des travailleurs antillais qui constitue l'essentiel du livre, est intéressante.

Michel BROUSSE

Avant le raz de marée de Seitu. Ed. Karthala. 164 pages. 60 F.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Pique souvent sans qu'on s'y frotte. II. Matériau de base pour tire-lire. Arbuste du midi. III. Manquent de courbure. IV. Les deux premiers sont toujours en usage. Symbole chimique. V. Direction des vacances pour beaucoup. Phonétiquement, ne croit pas. VI. Célèbre depuis l'Antiquité. Délicieux une fois farcis. VII. Paradis des bouchons. Nouveau. L'ONU vue des USA. VIII. Réduit. Paravent pour actionnaires. IX. Ignare. Ville de Roumanie. X. Souvent battu.

VERTICALEMENT. — 1. Imagés. 2. Incontrôlables par la police. 3. Parfois un vrai soulagement. Article d'ailleurs. Connaissez-vous le « non » correspondant ? 4. Malheureuse infante. Vite paralysé par un veto. 5. Cette poule a une gorge. Les ânes n'y sont pour rien. 6. Chaleur animale. Où il s'agit plus de bombes que de vent. 7. Était adoré avec Ra. A droite de la carte. 8. Vient d'avoir. Délice pour chat. 9. Pas lourd ! Singulier pluriel. 10. Peuvent être transformés en coups de maître. Encore gratuit.

Solution du problème précédent

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|
| I | P | I | E | D | E | S | T | A | U | X |
| II | A | L | P | E | S | T | R | E | | I |
| III | R | E | I | M | S | | I | R | E | |
| IV | T | | N | I | E | R | | O | N | C |
| V | I | T | E | | | O | I | N | T | E |
| VI | T | O | U | L | O | U | S | A | I | N |
| VII | I | N | S | U | | G | R | U | E | S |
| VIII | O | D | E | T | T | E | | T | R | |
| IX | N | U | S | | A | U | N | E | E | S |
| X | S | S | | M | O | R | A | S | S | E |

L'aide alimentaire

Ce petit livre a été rédigé par l'association Solagral qui se présente comme un regroupement de personnes « impliquées à titre professionnel ou militant dans les questions agricoles ou alimentaires internationales ».

Le but du livre est d'expliquer — de façon simple et rapide — les mécanismes de cette aide alimentaire, ses effets, ainsi que les politiques, européennes surtout, menées en la matière. Ce faisant, il donne un certain nombre d'informations intéressantes.

Il rappelle tout d'abord combien cette aide alimentaire à des pays qui souffrent de sous-alimentation est loin d'être gratuite. On estimait ainsi qu'en 1982, 68 % de l'aide était vendue (à des prix déterminés par les pays vendeurs bien sûr) et

11 % échangée contre du travail.

Si en 1966, le secrétaire d'Etat américain à l'Agriculture déclarait : « Je pense que le programme alimentaire pour la paix a été lancé en premier lieu pour écouler les stocks excédentaires », il ne faudrait pas croire que les Etats-Unis sont les seuls à raisonner en ces termes. Pour tous les pays industrialisés, l'aide alimentaire vise très souvent à introduire des denrées dans les pays demandeurs de façon qu'ils deviennent un jour leurs clients commerciaux : « Chacun des Etats membres (de la Communauté Economique Européenne) raisonne et agit d'abord en fonction de ses intérêts propres », rappellent les auteurs, et les aides sont en effet soumises aux considérations politiques

et économiques des pays sollicités et assez peu aux réels besoins des solliciteurs. Ainsi, au sein de la CEE, l'aide doit être décidée à l'unanimité, ce qui signifie des délais de livraison, par exemple, extrêmement importants. Jusqu'en 1982 « 377 jours en moyenne pour les céréales, 535 pour les produits laitiers dans le cas des livraisons aux pays d'Asie ! L'aide « d'urgence » parvient plus rapidement à destination mais les délais moyens sont cependant de six mois ». Et, notent les auteurs, si depuis 1983, la procédure a été allégée, « les délais d'acheminement risquent d'être toujours aussi longs ». Sans parler du fait que l'aide n'atteint pas toujours, du moins intégralement, ses destinataires, les intermédiaires prélevant, détournant, etc.

Quant à la nature de l'aide, ce sont encore les pays riches qui en décident bien sûr et en fonction de leurs propres excédents.

Enfin l'aide alimentaire est un instrument politique entre les mains des pays riches. Le livre rappelle comment les Etats-Unis interrompirent toute aide alimentaire au Chili après l'arrivée d'Allende au pouvoir pour la reprendre en 1973, après le coup d'Etat de Pinochet. Il montre également comment livrée indépendamment de la nature des besoins des pays auxquels elle s'adresse, cette aide peut contribuer à dégrader la situation à laquelle



Sécheresse au Sahel (Ph. Frilet)

elle prétend remédier : fin avril 1979, le sorgho américain valait à Dakar 50 % de moins que le mil sénégalais, se traduisant par une véritable catastrophe pour les paysans du Sénégal. Et parmi leurs conclusions, les auteurs notent que l'aide alimentaire « est une calamité pour les paysans du sud, elle concurrence triplement leur production en réduisant le volume déjà très étroit de leur marché, le niveau des prix et la capacité de stockage ».

Une liste d'ouvrages et de publications consacrés au

même sujet est dressée dans le dernier chapitre : « Pour en savoir plus ».

Bref, un livre qui donne une idée assez frappante de la façon dont la prétendue aide alimentaire des pays riches est durement marchandée aux pays pauvres pour des raisons tant économiques que politiques.

L.P.

L'aide alimentaire. Editions Syros. Collection Alternatives Economiques. 39 F.

Sélection télévision

Samedi 25 août

18 h. A2. Les carnets de l'aventure : de la Guinée à Tombouctou sur les traces de René Caillié.

20 h 35. A2. La Libération de Paris en chansons, présentée par J.F. Kahn. Avec des documents d'époque et des chansons de Piaf et de Montand, entre autres...

22 h 15. TF1. Court-métrage d'Alfred Hitchcock : Le bain de minuit.

Dimanche 26 août

20 h 35. FR3. La terre des vivants et le royaume des morts. Cinquième épisode d'une série de sept sur l'histoire de l'humanité : l'âge de bronze.

21 h 40. A2. Le village sur la colline, chronique d'un village viticole de Bourgogne au début du siècle. 2^e épisode, 1913-1918.

22 h 30. FR3. Film : Le mari de la femme à barbe, avec Annie Girardot et Ugo Tognazzi. L'humour grinçant et féroce de Marco Ferreri.

Lundi 27 août

18 h 20. TF1. Mille ans de civilisation Maya. La grande époque classique. Première d'une série de trois émissions de Georgette Elgey et de Jacques Soustelle, un des spécialistes du sujet. Les deux autres émissions le lendemain et le surlendemain.

20 h 35. TF1. Film : La bête humaine. Célèbre transposition du roman de Zola par Jean Renoir, avec Jean Gabin.



20 h 35. A2. Opéra : La damnation de Faust de Hector Berlioz, enregistré au festival de Lyon-La-Côte-St-André en 1983.

22 h 15. TF1. Portrait de Jean Renoir. Extraits de films, photos, entretiens enregistrés.

22 h 45. A2. Théâtre USA. A l'occasion de la venue du Théâtre du Soleil, d'Ariane Mnouchkine, à Los Angeles pendant les JO, un coup d'œil sur le théâtre américain.

Mardi 28 août

18 h 20. TF1. Suite de l'émission sur les Mayas : 2 : La floraison Puuc du Yucatan.

20 h 35. TF1. Opéra : Moïse de Rossini. Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris. Direction musicale : G. Prêtre (en stéréo sur France-Musique).

23 h 10. FR3. Film : en deuxième partie de La dernière séance, un chef-d'œuvre de Fritz Lang, Les contrebandiers de Moonflet. Un film d'aventures avec une atmosphère envoûtante

dans un village de la côte anglaise au XVII^e siècle.

Mercredi 29 août

18 h 20. TF1. Mille ans de civilisation Maya. Troisième et dernière partie : La renaissance Maya-Toltèque.

20 h 35. FR3. Higelin au Casino de Paris (2^e partie).

Jeudi 30 août

20 h 35. FR3. Ciné-Passion :



Salut l'artiste, film de Yves Robert, avec M. Mastroianni, F. Fabian, J. Rochefort. Un coup de chapeau aux comédiens spécialistes des petits

rôles, notamment « alimentaires »...

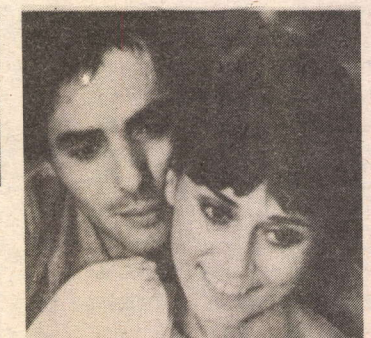
20 h 35. A2. Télévision du monde : L'Espagne, avec un film, Valentina (adapté d'un roman de Ramon J. Sender, Les chroniques de l'aube).

22 h 35. A2. Un court métrage d'humour paraît-il très noir et très serré : La cabine.

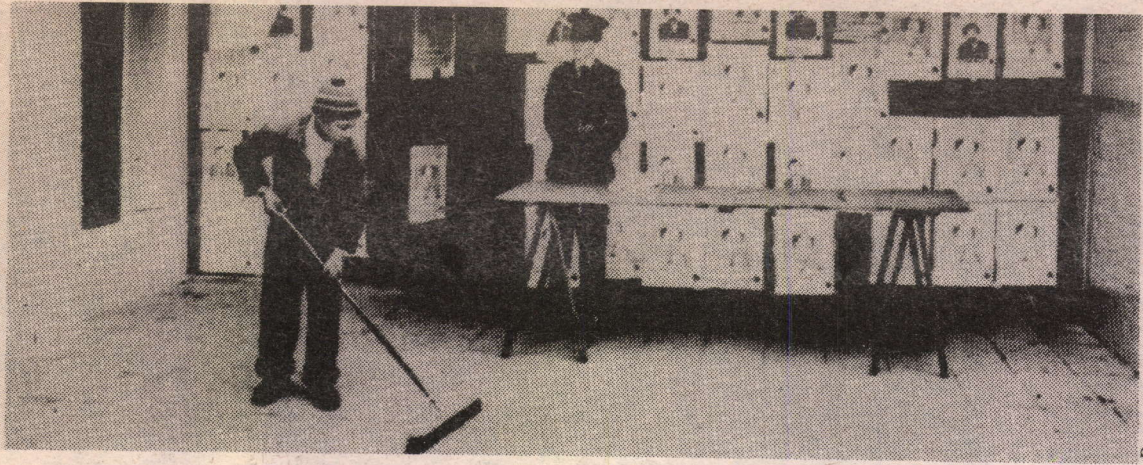
Vendredi 31 août

20 h 35. FR3. Vendredi : Magazine consacré à la lèpre dans le monde.

22 h 55. A2. Ciné-été : L'ironie du sort, film de E. Molinaro. Un drame psychologique sous l'Occupation.



AFRIQUE DU SUD Succès du boycott des élections à la chambre «métisse»



Les résultats mêmes provisoires — mais ils sont paraît-il presque complets — des élections des députés métis en Afrique du Sud sont un camouflet pour le gouvernement de Prétoria. Le taux de participation n'atteindrait que 27,7 % (moins de 200 000 votants sur les 900 000 électeurs métis inscrits, 600 000 autres en âge de voter ne s'étant même pas fait enregistrer).

Ces élections, prévues par la nouvelle constitution approuvée en novembre dernier lors d'un référendum où seuls les Blancs votaient, devaient permettre au pays de se doter de trois chambres qui, à défaut de toucher à l'Apartheid, auraient au moins eu l'avantage de rendre le régime de l'Afrique du Sud un peu plus présentable vis-à-vis de l'extérieur — une chambre sur-représentant la minorité blanche bien sûr, et

deux « coloured » représentant les Indiens et les Métis, aucune représentation n'étant prévue pour les 25 millions de Noirs qui sont la majorité du pays.

En signe de protestation contre cette mascarade démocratique, un vaste mouvement de grèves, parti de l'université métis de Western Cape, s'est répandu dans un grand nombre d'établissements d'enseignement réservés aux jeunes de couleur.

Parallèlement, l'UDF (Front Uni Démocratique), qui regroupe quelque 600 organisations anti-Apartheid de toutes races, appelait au boycott des élections du 23 août.

Le mot d'ordre « *Ne votez pas, ne soyez pas un Ja Baas* » (autrement dit un « oui patron » en Afrikaander), a été repris par des centaines de manifestants qui, malgré les violences d'une police omni-présente, prompt

à manier le bâton ou à tirer sur la foule avec des balles en plastique, se sont mobilisés dans les rues.

En quelques jours, en début de semaine, les arrestations ont été nombreuses — 100 rien que dans la journée de mercredi 22.

Il faut croire que cela n'a pas suffi pour intimider ceux qu'on voulait pousser vers les urnes car l'appel au boycott a été largement suivi. Et comme le Natal Indian Congress — le parti le plus influent dans la fraction indienne — met tout son poids dans la balance pour le boycott des élections de la chambre indienne qui doivent se dérouler le 28 août, il y a tout lieu de penser que là encore, le mouvement contre cette mascarade électorale sera un succès.

M.L.

UGANDA Des dizaines de milliers de personnes massacrées chaque année

D'après divers témoignages d'associations humanitaires et de journalistes occidentaux, atrocités et massacres se poursuivent en Ouganda et n'ont rien à envier à ceux qui étaient perpétrés sous la dictature de Idi Amin Dada.

Après la chute de celui-ci en avril 1979, son remplacement fut assuré en 1980 par une équipe dirigée par Milton Obote et d'apparence plus démocratique. Ce n'était certes pas pour déplaire aux puissances occidentales, un tant soit peu gênées par la sinistre dictature d'Amin Dada. Mais le régime d'Obote ne tient que par l'armée et n'entend pas s'opposer aux exactions de cette dernière.

Dès l'installation du nouveau régime, des mesures de rétorsion ont été prises. D'abord, dans le nord du pays, dans la région d'origine d'Amin Dada : là, 250 000 personnes environ ont dû se réfugier à l'étranger, au Soudan, pour échapper aux massacres. Ensuite, dans une région située au nord-ouest de Kampala, la capitale, territoire d'une ethnie hostile à Obote, où l'armée ougandaise a pu donner libre

cours à ses méthodes. D'après un journaliste de *L'Observer* de Londres, des restes humains jalonnent les routes. Certains sont là depuis des mois mais d'autres sont plus récents et des fosses communes recèlent des milliers de cadavres. Enfin, dans la région de Karamoja, où l'armée, officiellement, combat les voleurs de bétail.

Le gouvernement ougandais reconnaît 15 000 tués dans ces opérations et selon son ministre de l'Information, les soldats « *ont fait des choses qu'ils n'auraient pas dû faire* ». Mais ces timides déclarations sont loin de la réalité puisque le nombre des victimes s'élèverait de 100 000 à 200 000 morts depuis les trois dernières années, et cela selon le secrétaire d'Etat chargé des Droits de l'Homme dans l'administration Reagan, et celui-ci d'ajouter que la situation en Ouganda est l'une « *des plus graves qui soient au monde* ».

Alors, aujourd'hui avec Obote, comme hier, avec Amin Dada, les puissances occidentales font mine de s'émouvoir devant ces cri-

mes et ces massacres. Mais en Ouganda, ex-colonie anglaise, tout comme dans les ex-colonies françaises d'ailleurs, c'est bien le colonialisme et l'impérialisme qui ont miné le pays, en l'empêchant de se développer, en le pillant économiquement pour finalement lui octroyer l'indépendance avec des gardiens de prison à sa tête. L'ex-sergent de l'armée anglaise Amin Dada en était le vivant exemple mais le régime d'Obote ne tient en dernier recours que grâce à une armée incontrôlée, à des fonctionnaires qui multiplient les exactions, en se payant directement sur les habitants. Aujourd'hui, des accords entre Londres et Kampala prévoient l'envoi en Ouganda d'instructeurs de l'armée britannique pour former des cadres militaires et une armée digne de ce nom, est-il précisé. Pour réprimer plus démocratiquement une population affamée et misérable ? Pour imposer un régime qui n'existe que sous la haute surveillance des intérêts occidentaux en général et de l'Angleterre en particulier !

André JUILLIARD

ESPAGNE

Le gouvernement prêt à discuter directement avec l'ETA

Pour la première fois en Espagne, un porte-paroles du ministère de l'Intérieur a fait savoir — l'information était largement commentée à la Une du grand quotidien *El País* ce jeudi 23 août — que le gouvernement serait disposé à discuter directement (publiquement, secrètement, ou même par téléphone), avec des représentants de l'ETA, et qu'il s'engagerait à « *faciliter l'intégration dans la société, de tous les terroristes qui sont disposés à accepter les institutions démocratiques* ».

Une proposition qui ne manque pas de sel au moment même où Madrid fait pression sur les autorités françaises pour que les militants basques réfugiés en France soient extradés (le tribunal de Pau jusque-là favorable, en appel, à ces extraditions, devrait rendre un dernier verdict vendredi 24 août).

Mais à y regarder de plus près, cette proposition de négociation est conditionnelle et partielle. Elle ne concernerait que la question de la violence et la nécessité pour la fraction « dure » de l'ETA de s'enga-

ger à abandonner ses méthodes. Elle ne porterait pas du tout sur les points politiques traditionnellement mis en avant par les autonomistes basques comme, entre autres, le remplacement de la police espagnole en Pays basque par une police autochtone (un symbole de l'intérêt du programme nationaliste pour la classe ouvrière, soit dit en passant !).

Même si ce geste du gouvernement espagnol apparaît comme spectaculaire, et, particulièrement scandaleux pour les milieux de droite pour qui « *on ne discute pas avec des bandits terroristes* », cette apparente magnanimité ne peut pas faire oublier que le gouvernement actuel, tout socialiste qu'il se prétende, s'acharne, comme ses prédécesseurs, à isoler et démanteler l'ETA et particulièrement sa fraction militaire dont il pourchasse les militants, fermant les yeux sur les agissements de la police espagnole qui tue et torture.

Alors, la trique à la main, Felipe Gonzalez a beau jeu d'offrir le dialogue...

A.G.

